

INSTITUTION, GOUVERNANCE ET CROISSANCE DE LONG TERME A MADAGASCAR : L'ENIGME ET LE PARADOXE¹

Mireille Razafindrakoto (IRD-DIAL), François Roubaud (IRD-DIAL)
et Jean-Michel Wachsberger (Université Lille 3, DIAL)

Avril 2013

Version provisoire

Résumé

Les théories classiques et récentes du développement sont impuissantes à expliquer la contreperformance économique malgache sur longue période. Cet article propose une relecture de l'histoire malgache en mobilisant le cadre d'analyse de l'économie politique. Nos analyses pointent qu'en dépit de facteurs de blocage profonds, Madagascar a fait montre d'une capacité de transformation d'une modernité inattendue : transitions économique (avec l'arrivée d'une classe d'entrepreneurs nouveaux) et politique (avec les alternances démocratiques) ; mise en place d'institutions solides caractéristiques des sociétés « modernes » ; contrôle de la violence ; expression des aspirations économiques et citoyennes de la population. Trois entraves structurelles s'opposent en revanche au développement du pays : la fragmentation de la société, l'atomisation de la population et l'atrophie des corps intermédiaires favorisent une forte concentration du pouvoir aux mains d'une poignée d'élites qui n'est ni contrainte ni incitée à avoir une vision de moyen/long terme et à prendre en compte les intérêts de la grande majorité ; malgré sa revendication des principes démocratiques, la population reste tiraillée entre des revendications citoyennes de type démocratique et méritocratique et des valeurs traditionnelles qui imposent le respect de hiérarchies réelles et symboliques héritées du passé ; enfin, les politiques promues, voire imposées, par les bailleurs de fonds, si elles ont pu avoir des effets positifs, ont également eu un impact négatif majeur sur la capacité de l'Etat à réguler la société.

Avec la participation de

Christian Chadefaux, Denis-Alexandre Lahiniriko,

Laetitia Razafimamonjy, Désiré Razafindrazaka

En collaboration avec

Financement de



¹ Ce document est la synthèse d'une étude plus longue réalisée dans le cadre d'un programme de recherche multidisciplinaire international "Institutions, Gouvernance et Croissance de Long terme" qui a mobilisé plusieurs équipes pour étudier une dizaine de pays en développement, et qui est coordonné et financé par le département de la recherche de l'AFD. Les thèses avancées dans cette étude n'engagent que leurs auteurs à titre personnel, et en aucun cas les institutions partenaires.

INSTITUTIONS, GOUVERNANCE ET CROISSANCE DE LONG TERME A MADAGASCAR : L'ENIGME ET LE PARADOXE

La trajectoire économique de long terme de Madagascar est un véritable mystère, qui au-delà du cas spécifique interroge plus largement les ressorts même de la divergence des processus de développement observés au niveau mondial. Non seulement le PIB par tête n'a cessé de reculer depuis l'indépendance en 1960, mais à chaque fois que le pays s'est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature socio-politique, venant mettre à bas les espoirs qu'elle avait suscité. L'objectif de cette étude est d'apporter des éléments d'explication à ces évolutions. Elle vise à fournir un cadre interprétatif de la trajectoire malgache de long terme en retraçant les nœuds structurants de son économie politique. Ce travail innove dans deux directions principales. D'abord, il opère une synthèse critique des travaux existants, scrutés à l'aune des théories d'économie politique récentes, en tentant d'articuler plus systématiquement deux histoires qui sont souvent menées séparément, l'histoire économique et l'histoire politique et sociale. Ensuite, il se propose de mobiliser au mieux les ressources empiriques existantes portant sur les acteurs sociaux, notamment la population et les élites. Ce recours original à des enquêtes statistiques de première main, élaborées dans la plupart des cas à l'instigation des auteurs, présente un double avantage. D'une part, à la différence des données agrégées, ces dernières sont représentatives et fiables. D'autre part, elles autorisent des désagrégations, des analyses plus fines, bref un retour des acteurs "en chair et en os", qui *in fine* sont les véritables agents cachés derrière les concepts d'institutions, d'organisation, etc. Par-là, elles permettent de dépasser le cadre habituel des faits stylisés, nécessairement approximatifs (et parfois erronés), qui caractérisent nombre de travaux d'économie politique.

La première partie présente les données du mystère malgache et cherche à en identifier les causes à l'aide des théories économiques, traditionnelles et modernes, de la croissance de long terme. Non seulement ce premier balayage ne fournit pas de réponses satisfaisantes à notre question de recherche, mais au contraire contribue à épaissir le voile d'incompréhension qui entoure la trajectoire malgache. Il conduit à opérer une incursion en économie politique, comme une potentielle solution à notre problématique.

La deuxième partie propose une relecture de l'histoire économique et politique de Madagascar depuis la période précoloniale en mobilisant les catégories analytiques des travaux d'économie politique les plus récents (North et *alii*, 2009 et 2012 ; Khan, 2010) et en appliquant les concepts qu'ils ont forgés (institutions, ordres sociaux, organisation et coalitions, contrôle des rentes, etc.) au cas malgache.

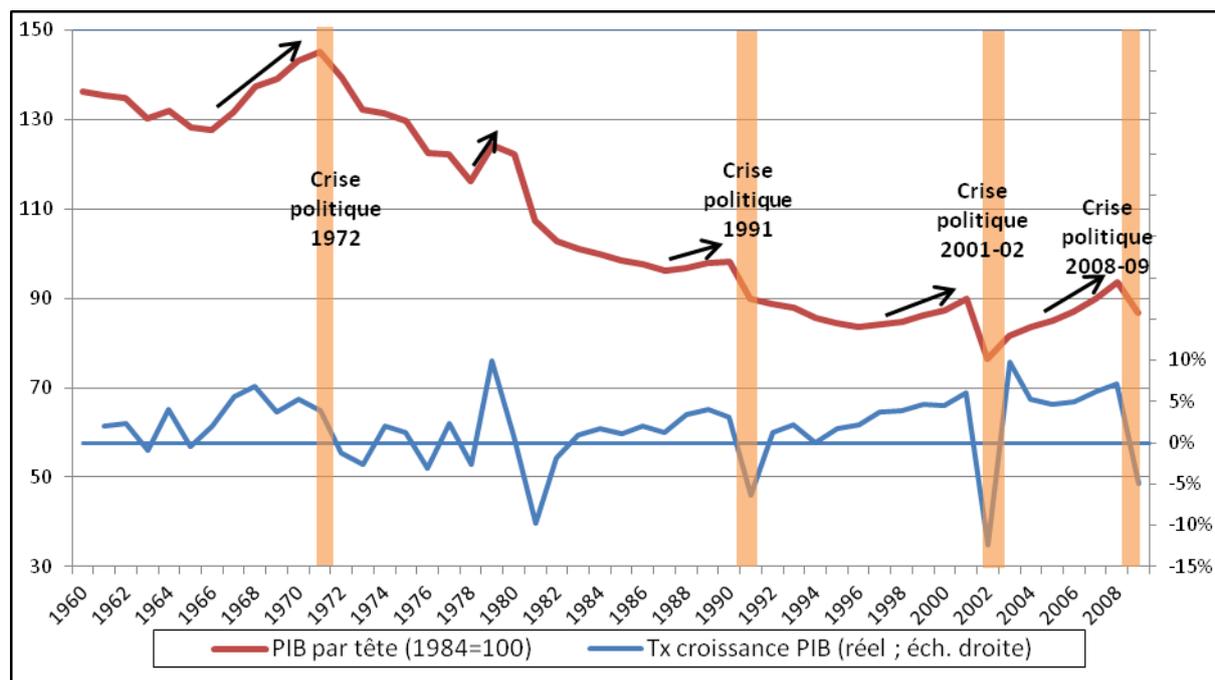
Enfin dans la troisième et dernière partie, nous tentons de recomposer les morceaux du puzzle en cherchant à expliciter la manière dont Madagascar fonctionne et les arrangements institutionnels qui la sous-tendent. Dans un premier temps, nous analysons le rôle des institutions, du tabou de la violence et des aspirations de la population, dans un deuxième temps les effets de la structure sociale, du comportement des élites et des facteurs externes.

I. Le mystère malgache à l'aune des théories de la croissance et du développement économique

Le constat : l'énigme et le paradoxe

La trajectoire de l'économie malgache se caractérise d'abord par une **énigme**, à savoir une tendance récessive qui perdure depuis l'indépendance, il y a plus d'un demi-siècle. Les séries longues établies par Maddison (2011) et son équipe montrent que la Grande Île voit le pouvoir d'achat de sa population amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2010, alors que celui de l'Afrique sub-saharienne, dont les performances sont pourtant loin d'être exceptionnelles, a presque triplé (figure A1.1 en annexe). L'énigme se double d'un **paradoxe** car à de nombreuses reprises, le pays a semblé enclencher un cycle de croissance. Néanmoins, à chaque fois que Madagascar a connu une telle ébauche de décollage (pour la croissance), celle-ci s'est soldée au bout de quelques années par une crise politique majeure qui a remis en question la dynamique positive amorcée (figure 1.1). Si on peut s'interroger sur la fiabilité des chiffres sur la croissance et les niveaux de vie dans les bases de données internationales (Devarajan, 2013 ; Jerven, 2013), une triangulation des sources, en mobilisant notamment les enquêtes consommation et en les comparant aux données des comptes nationaux, confirme bien ce double diagnostic (figure A1.2 en annexe) : la baisse du niveau de vie des Malgaches depuis l'indépendance, d'une part, les périodes de croissance à chaque fois interrompue, d'autre part, ne sont pas des artefacts statistiques (Ravelosoa et Roubaud, 1998 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2002b et 2010a).

Figure 1.1 Le paradoxe malgache : croissance et crises socio-politiques 1960-2010



Source: INSTAT (2012) ; calculs des auteurs. Note : PIB par tête en FMG constant de 1984.

L'incapacité des théories courantes à rendre compte de la trajectoire malgache

La géographie et l'histoire constituent-elles des facteurs explicatifs?

La contreperformance économique malgache apparaît d'une part aberrante à l'aune des "circonstances" favorables dont ce pays est doté : un pays aux frontières naturelles, riche en terres arables et en ressources minières et ligneuses, bénéficiant d'une unicité culturelle² et linguistique et d'une pression anthropique limitée; soit autant d'avantages structurels (agro-climatiques, humains et politiques) que de nombreux pays pauvres (notamment ceux de la zone soudano-sahélienne) ne peuvent que lui envier.

Madagascar avait d'autre part à l'indépendance, en 1960, les atouts nécessaires pour réussir son décollage économique. Avant la colonisation, le pays était déjà en voie d'unification politique sur une base endogène. L'Etat *merina*³ en développement présentait de nombreux traits communs avec ceux des pays asiatiques (centralisation étatique, bureaucratie, travaux d'irrigation, fiscalité, etc.). Madagascar semblait alors absorber sans fracture majeure les éléments de transformation sociétale introduits par les premières incursions des puissances occidentales (surtout sur les fronts économique, éducatif et religieux)⁴. Ainsi par exemple, l'école y a été déclarée obligatoire en 1876 (Raison-Jourde et Randrianja, 2002), soit cinq ans avant la France, une politique qui contribua à l'enrichissement du pays en termes de capital humain⁵. Durant la période coloniale, de 1895 à 1960, Madagascar, considérée comme un des fleurons de l'empire colonial français⁶, poursuivait sa transformation économique. Au lendemain de l'indépendance, les structures productives et le tissu social et politique se trouvaient ainsi dans des conditions plutôt meilleures que celles de la plupart des anciens autres pays colonisés par la France.

Les choix de politiques économiques ne permettent pas non plus d'expliquer la trajectoire malgache. Madagascar a exploré successivement la plupart des options (substitutions aux importations, ajustement structurel, croissance tirée par les exportations et les investissements étrangers, lutte contre la pauvreté) sans aucun succès durable. Le "socialisme à la malgache" impulsé par D. Ratsiraka dans le courant des années 1970 n'a été ni sanguinaire ni radical en matière économique et politique, et d'autres pays s'étant également engagés dans cette voie de manière plus durable et plus profonde ont nettement mieux négocié leur conversion (Ghana, Bénin). Madagascar s'est globalement inscrite dans la lignée des politiques certes contradictoires mais recommandées par les bailleurs de fonds (adoption des "bonnes politiques", pour reprendre le jargon en vigueur, plus ou moins au bon moment), sans déviance majeure par rapports aux autres PED (africains notamment).

La gouvernance ? L'échec économique de Madagascar ne peut pas non plus s'expliquer par la piètre qualité de ses institutions et de sa gouvernance, tout au moins telle qu'elle est mesurée par

² Un certain nombre d'auteurs (Beaujard, 1991 ; Ottino, 1998 ; Galibert, 2004 ; Andrianjafy-Andriamanindrisoa, 2004) ont notamment montré la similarité entre certaines pratiques et valeurs socio-politiques des différentes ethnies (conception holiste et hiérarchique de la société, référence aux ancêtres « géniteurs » pourvoyeurs d'identité, attachement à la terre des ancêtres, etc.).

³ Les *Merina* sont une ethnie des Haut-Plateaux. L'unification politique du pays s'amorça au cours du XVIIIème par l'extension territoriale du royaume *merina*.

⁴ Sans nier le traumatisme imposé par la colonisation et son caractère inique et répressif, ainsi que les bouleversements qu'elle a engendrés, la rupture y a été bien moindre que dans d'autres contextes.

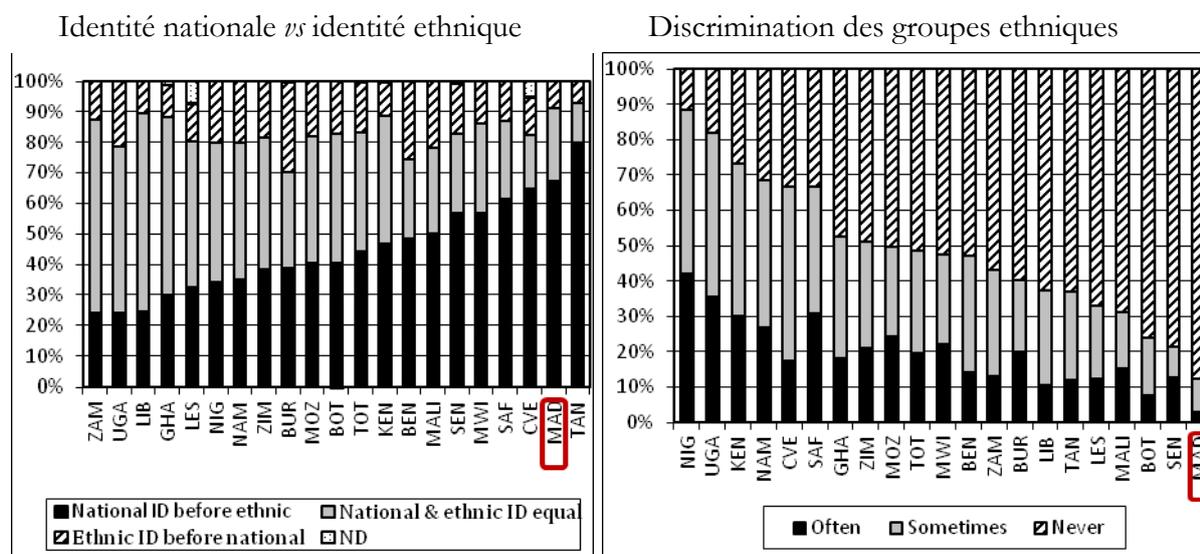
⁵ De nombreux travaux ont porté sur l'évolution de la scolarisation à partir de la période coloniale (Hugon, 1976 ; Ratrimoarivony-Rakotoanosy, 1986 ; Goguel, 2006).

⁶ Cette attractivité peut être mesurée par la présence significative de colons (environ 30 000, essentiellement français, soit autant que l'AOF et l'AEF réunis, comme le montre la comptabilité de l'Empire établie par le programme Afristory). Ce point mérite d'autant plus d'être souligné que certains travaux ont fait du taux d'installation des colons le principal facteur explicatif de la nature des institutions (plus ou moins extractives) mises en place à l'époque, avec des conséquences décisives sur les institutions d'aujourd'hui d'une part, et sur le potentiel de développement de long terme de l'autre (Acemoglu *et alii*, 2001).

les indicateurs officiels existants. Les institutions étaient à l'indépendance plutôt meilleures que dans d'autres pays de développement comparables. De plus, dans les grandes bases de données internationales, en termes de gouvernance⁷, la position relative de Madagascar dans le concert des nations est en moyenne meilleure que celle de l'Afrique subsaharienne, qui elle-même est dans une situation plus favorable que l'Asie du Sud-Est⁸.

La diversité ethnique, mise en avant dans de nombreux travaux dans la lignée d'Easterly et Levine (1997) pour expliquer la contreperformance africaine, une clef du mal malgache ? Nombre d'analyses font de la fracture entre *Merina* et *Côtiers*⁹ la clef de lecture centrale de l'histoire malgache, et ce à toutes les époques : de la période précoloniale à la période post indépendance, en passant par la colonisation. Mais si la fragmentation ethnique est élevée à Madagascar, ceci n'implique pas nécessairement que l'ethnicité puisse être considérée comme l'alpha et l'oméga des dynamiques politiques, sociales ou économiques. Les enquêtes *Afrobaromètre*¹⁰ permettent de tester ce postulat malheureusement trop courant... et de l'invalidier (figures 1.2 ci-après et A1.3 en annexe). Madagascar est l'un des pays (sinon le pays) où la dimension ethnique dans la vie politique et économique est la moins marquée sur le continent. Les Malgaches sont de loin les moins nombreux à considérer que certains groupes ethniques sont discriminés. Enfin, la grande majorité des Malgaches affirme que leur groupe ethnique n'exerce ni plus ni moins d'influence politique que les autres. D'ailleurs, l'échec systématique des tentatives récurrentes des hommes politiques pour activer le ressort ethnique souligne cette faible prégnance du fait ethnique à Madagascar.

Figure 1.2 La faible prégnance de l'ethnicité à Madagascar



Source : Enquêtes *Afrobaromètre*, 2008, Coef-Ressources/Dial (pour Madagascar) ; calculs des auteurs.

⁷ Nous avons notamment mobilisé les *Worldwide Governance Indicators (WGI)*, développés par la Banque mondiale et qui constituent probablement la source la plus complète existant à ce jour sur la gouvernance (Kaufmann et Kraay, 2008).

⁸ Ce constat vient confirmer le fait que les grandes bases de données internationales en matière de gouvernance peinent à rendre compte des dynamiques ou problèmes dans les pays d'Afrique subsaharienne, un résultat déjà souligné dans un certain nombre d'études (Arndt et Oman, 2006 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2010a).

⁹ Le terme « Côtier » est appliqué depuis la colonisation pour caractériser les membres des ethnies non originaires des hautes terres (*Merina* et *Betsileo*) quand bien même elles n'auraient pas d'accès à la mer.

¹⁰ Les enquêtes *Afrobaromètre* sont menées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte tous les 3 ans dans plus d'une vingtaine de pays africains. Elles permettent ainsi de faire des comparaisons dans le temps et dans l'espace (entre pays).

Une incursion en économie politique

Ce premier balayage des facteurs usuellement invoqués dans la littérature et qui se révèlent inaptes pour expliquer la contreperformance économique de Madagascar ne fait que démontrer les limites de l'approche économiciste qui prédominait jusqu'à récemment dans le champ des politiques de développement. Les interactions entre transformations politique et économique ont été négligées. La nouvelle crise a rendu plus évidente cette intrication entre cycles économique et politique, et le paradoxe afférent à Madagascar. Dans ce registre, le cadre conceptuel proposé par North et ses coauteurs (2009 et 2012 ; noté NWW par souci de commodité dans la suite de cette étude) sur la nature des Etats naturels ou ordres d'accès limité (OAL, où l'accès au pouvoir politique et économique est limité et sous le contrôle d'une coalition dominante) et les ordres d'accès ouvert (OAO)¹¹ apparaît tout à fait stimulant. Le cadre d'analyse proposé permet de dépasser le carcan de l'individualisme méthodologique, en redonnant aux acteurs sociaux (organisations, groupes organisés, etc.) un espace d'intervention central dans la dynamique économique en œuvre. Dans ce cadre, les élites (*powerful groups*) et les coalitions qu'elles nouent entre elles pour le partage des rentes économiques et le contrôle de la violence jouent un rôle majeur. L'extrême personnalisation des institutions et leur détournement par les groupes élitaires à leur propre profit, font que même les organisations formelles importées du Nord ne fonctionnent en rien comme leurs homologues et, partant, ne produisent pas les mêmes résultats que dans les ordres d'accès ouvert. Pour Madagascar, la concomitance entre périodes d'expansion économique et crises politiques laisse bien supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées pourrait être sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses¹².

Soulignons d'emblée que si nous retenons ici les principaux concepts et éléments d'analyse développés par NWW (contrôle de la violence, ordres sociaux, accaparement des rentes, organisations, institutions, élites, ...) comme cadre méthodologique pour analyser la situation malgache, nous n'en faisons une utilisation ni pieuse ni même toujours fidèle. Nous ne reprenons par exemple pas à notre compte l'ensemble de leurs conclusions générales sur les types d'état sociaux et les conditions de passage de l'un à l'autre. Une étude récente (Gollwitzer Franke et Quintyn, 2012), tentant d'opérationnaliser le cadre théorique de NWW et de tester la validité des conditions de passage (*doorstep conditions*) d'un Etat naturel (ou d'un ordre d'accès limité) à un ordre d'accès ouvert, fait d'ailleurs bien apparaître les limites de leurs analyses. Selon NWW (2012), trois conditions sont en effet mises en avant : 1) l'établissement d'une règle de droit pour les élites, 2) l'existence d'organisations des élites pérennes et 3) le contrôle de la violence par le politique. Or, en s'appuyant sur différentes bases de données internationales, l'analyse montre que Madagascar, en dépit de son instabilité politique chronique, ne se distingue de la moyenne africaine sur aucune des trois conditions, et semble même relativement plus avancée quant à la pérennité de ses institutions.

¹¹ Dans le cadre conceptuel de NWW, les sociétés se différencient selon le type d'ordre social sur lequel elles reposent. Ils distinguent tout particulièrement les Etats naturels à Ordres d'Accès limité (OAL, qui peuvent être "fragiles", "basiques" ou "matures") et les sociétés à Ordre social d'Accès Ouvert (OAO). Les Etats naturels utilisent le système politique pour réguler la compétition économique et créer des rentes, lesquelles, à leur tour, ordonnent les relations sociales, brident la violence et établissent une coopération sociale. Les sociétés d'accès ouvert régulent la compétition économique en utilisant l'entrée sur le marché et la compétition politique pour ordonner les relations sociales.

¹² Depuis le déclenchement de la crise en 2009, les études sur Madagascar adoptant explicitement ou implicitement ce cadre d'analyse se sont multipliées (Morisset, 2010 ; Banque mondiale, 2010b ; Jütersonke et Kartas, 2010 ; Urfer, 2012a).

II. Une relecture de l'histoire malgache dans une perspective d'économie politique

Globalement, malgré les crises successives connues par Madagascar sur longue période, on pourrait caractériser son histoire par deux mots : constance et continuité. En effet, on note une constance des formes du pouvoir, des modes de gouvernance malgré les alternances, les changements de régime : personnalisation du pouvoir au profit essentiellement, voire exclusivement, d'un petit groupe en lien avec le sommet de l'Etat. Ce type de fonctionnement a été permis et favorisé par le cloisonnement de la société en groupes statutaires fortement hiérarchisés, un héritage de la période précoloniale qui a continué d'opérer malgré l'abolition officielle des castes¹³ au début du XXe siècle (Rajaonah, 1996). La continuité historique en est le corollaire, avec la place et le poids d'un certain nombre de groupes d'acteurs qui se maintiennent au fil des années au sein ou en liaison étroite avec la classe dirigeante. L'accès au pouvoir de nouvelles individualités et les évictions, souvent passagères ou partielles, qui s'ensuivent, ne changent pas la configuration globale : les seuls vrais perdants quelles que soient les périodes sont invariablement la grande masse formée par la population (y compris la classe moyenne). Finalement, malgré les inégalités et les crises qui en résultent, semble toujours prévaloir l'idée d'harmonie créée par un système ordonné attribuant rôle et place à chacun suivant un échelon bien précis déterminé par ses origines, un système qui au final autorise la domination d'une minorité sur la grande masse.

Poids et rôle des groupes d'acteurs au fil des périodes

Avant la colonisation, les « grandes familles » *merina* (*andriana et hova*) à la tête de l'Etat dominaient les sphères économiques et politiques. L'aristocratie *andriana*, tirait son pouvoir politique de la légitimité que lui conférait son statut de descendant royal (Bloch, 1983). Le développement des échanges commerciaux et l'institutionnalisation de l'Etat avait fait par ailleurs apparaître une nouvelle oligarchie à la fois administrative, militaire et commerçante issue des « grandes familles » *hova* en charge des conquêtes et de l'administration du royaume. Les rentes étaient alors liées au prélèvement de type féodal sur les produits de l'agriculture et de l'élevage et au commerce de ces mêmes produits avec les marchands étrangers.

La colonisation (et la première république qui lui fit suite) modifia en partie la structure du pouvoir au sein de la société malgache. Elle mit fin à l'hégémonie politique *merina*, en préemptant le pouvoir central et en redonnant du pouvoir aux élites *côtières* par la mise en œuvre de la politique des races et son système d'administration indirecte (Boetsch et Savarese, 2000). L'administration coloniale (puis celle de la première république) continua cependant de s'appuyer largement sur une élite administrative *merina*, du fait de ses compétences, notamment scolaires. Sous la première république, les élites côtières au pouvoir s'attachèrent cependant à limiter leur pouvoir et P. Tsiranana¹⁴ tenta, via l'extension de son parti politique, le PSD, d'étendre son contrôle sur la société (Razafimbelo, 1997 ; Raison-Jourde et Roy, 2010).

La période qui s'ouvrit en 1972 et se poursuivit avec la seconde république fut marquée par la malgachisation de l'économie et de la société. Malgré une volonté affirmée de créer un ordre social nouveau sous le régime socialiste (avec une réforme agraire et une décentralisation qui n'ont pas abouti), l'organisation politique se maintint sous une forme extrêmement centralisée et

¹³ La société *merina* était organisée en pseudo-castes (Condominas, 1961) ou groupes statutaires hiérarchisés (Raison-Jourde, 1991). Au sommet de cette hiérarchie se situaient les castes d'*Andriana* (nobles), parents du roi, en dessous les castes *Hova* (roturiers blancs), puis *Mainity* (roturiers noirs) et, en bas de la hiérarchie sociale, les esclaves (*Andevo*).

¹⁴ Vice-président du gouvernement central de Madagascar en 1958, il devint en 1960 le premier président de la république malgache.

personnalisée, dans la lignée des différents pouvoirs qui s'étaient succédé précédemment. Le tournant libéral adopté au milieu des années 1980 ne modifia pas non plus la donne pour la grande majorité de la population. Cette dernière sera même la principale victime de la politique d'ajustement structurel et du "moins d'Etat" imposée par les institutions internationales (Hugon, 1989 ; Ravelosoa et Roubaud, 1998). Sur la période (1975-1991), un nouveau groupe dirigeant, de type clanique, se constitua autour du président et de son parti, les anciennes élites perdant leur quasi-monopole mais gardant une place privilégiée dans les sphères du pouvoir économique et politique (Galibert, 2011).

La période qui suivit le mouvement de 1991 vit le flux et reflux de l'ouverture démocratique avec l'échec de l'instauration d'un régime parlementaire. Cette nouvelle organisation politique de l'Etat entendait mettre fin à l'extrême concentration et personnalisation du pouvoir (Cadoux, 1993). Toutefois dans un contexte de prolifération des partis politiques, représentant plus des intérêts particuliers que des groupes sociaux ou des idées politiques (Pierre Bernard *et alii*, 1998), elle a conduit à la fragilisation d'un régime qui s'est parallèlement caractérisé par ses errements dans la gestion de la politique économique. Le contexte de grande confusion politique et économique a permis le **retour au pouvoir de D. Ratsiraka**¹⁵ qui immédiatement fit voter une constitution renforçant de nouveau le pouvoir présidentiel. La mise en place des provinces autonomes sous les prétextes d'une volonté de déconcentration n'avait pour objectif que de verrouiller le système politique autour du parti présidentiel l'AREMA (Rakotoarisoa, 2002).

L'amélioration du contexte sociopolitique avec le retour de la stabilité, la hausse de la demande intérieure avec la réévaluation des salaires et la maîtrise de l'inflation, l'arrivée des investissements étrangers notamment dans la zone franche d'exportation permirent une reprise de la croissance économique (Razafindrakoto et Roubaud, 2002b). Toutefois, celle-ci profita essentiellement au milieu urbain creusant les inégalités spatiales et sociales déjà présentes. Dans les campagnes où vivent la grande majorité de la population, les paysans atomisés, souffrant du manque d'infrastructures, furent encore plus délaissés suite au retrait complet de l'Etat imposé par la politique de libéralisation. Même en ville, la croissance resta insuffisante pour une amélioration significative et perceptible des conditions de vie des couches populaires. Les insatisfactions étaient alors d'autant plus fortes que les richesses s'affichaient avec une ostentation grandissante, et que les cas d'enrichissement fulgurant de privilégiés au sein ou proches du pouvoir étaient connus.

Entrepreneur issu du monde rural, incarnant une réussite économique exceptionnelle et le rêve d'un changement social dans un contexte de discrédit des élites politico-économiques, **M. Ravalomanana accéda au pouvoir** grâce à un soutien populaire attisé par une puissante campagne de communication et renforcé par son engagement religieux (appui du FJKM¹⁶ dont il est devenu le vice-président). Son programme politique promettait un développement économique - et notamment industriel - rapide mais il n'était pas différent de celui du gouvernement précédent. Plus que l'expansion du secteur privé, ce furent les dépenses publiques, financées en bonne partie par l'aide extérieure, qui tirèrent la croissance. Quant aux investissements privés et étrangers, ils se concentrèrent fortement autour d'un petit nombre de projets, tout particulièrement ceux liés à l'extraction minière d'ilménite et de nickel. Une telle spécialisation sur les produits miniers, formant une économie d'enclave peu créatrice d'emplois et désarticulée du tissu productif local, se traduisit par une hausse des inégalités et ne permit pas une baisse sensible du taux de pauvreté (Banque mondiale, 2010a).

¹⁵ Nommé président de Madagascar par les membres du directoire militaire en 1975, il fut (ré)élu en 1982 puis en 1989 mais fut contraint à lâcher le pouvoir lors de la crise de 1991. Il fut cependant réélu en 1996.

¹⁶ Principale Eglise protestante de Madagascar.

Si l'arrivée de M. Ravalomanana - qui n'est ni un héritier descendant de grande famille, ni un représentant de l'élite scolaire - a marqué un changement fort dans le mode de recrutement des élites politiques, celui-ci ne bouleversa pas pour autant la formule politique malgache. Au contraire, engagé dans une dérive autocratique, il en accentua les traits principaux : contrôle politique par un parti hégémonique (le TIM : Tiako i Madagasikara), présidentialisation, accaparement clanique du pouvoir. Cette extrême concentration politique fut également un moyen pour le président d'étendre son pouvoir économique. Sur la période 2002-2009, les entreprises de son groupe (Tiko), bénéficiant de mesures préférentielles, se retrouvèrent en situation de quasi-monopoles et connurent alors une très importante extension de leurs activités (Randrianja, 2005 ; D'Ersu, 2009). La confusion des pouvoirs économiques et politiques, auxquels s'ajoute le pouvoir au sein de l'appareil religieux, atteignit alors un seuil encore jamais égalé par le passé.

L'accaparement de l'espace public et économique par le pouvoir nourrit de profonds ressentiments et mécontentements dans un certain nombre de segments de la société malgache. Les membres de l'oligarchie politico-économique dont les profits avaient été mis à mal, entrèrent progressivement en dissidence (Pellerin, 2009). Des dissensions se créèrent au sein de l'armée où le pouvoir d'un côté voulait s'assurer un soutien en faisant bénéficier certains gradés de promotions purement politiques, ou en accordant des postes au sein des gouvernements à un représentant de chacune des différentes armes (gendarmerie, police, armée de terre, marine). De l'autre, il entreprit à partir de 2003 une politique de dépolitisation et démilitarisation, avec une volonté de réduire la taille et plus globalement le pouvoir de l'armée (Ramasy, 2012). Enfin, les Eglises, qui semblaient s'être rangées unanimement en 2002 derrière M. Ravalomanana, finirent aussi par se trouver profondément divisées (Galibert, 2009 ; D'Ersu, 2009 ; Gingembre, 2011). La concurrence religieuse créa des clivages au sein des Eglises protestantes et une opposition avec l'Eglise catholique, plus fortement engagée dans les associations de la société civile et refusant de cautionner la dérive autoritaire du chef de l'Etat.

Ces sont ces forces d'opposition qui conduisirent au **renversement de M. Ravalomanana en 2009**. Son successeur, **A. Rajoelina**, élu à la mairie d'Antananarivo moins pour ses caractéristiques personnelles que pour sanctionner le pouvoir en place, présentait néanmoins deux traits propres à attirer le soutien d'une population en attente de changement : il était jeune et non-issu du monde politique. Issu d'une famille de la moyenne bourgeoisie *merina*, il s'était constitué une petite fortune en créant d'abord Injet, une entreprise d'impressions publicitaires puis en l'adossant à une grosse agence de publicité Domapub détenue par la famille de sa femme. L'ascension d'A. Rajoelina constituait un danger certain pour le président de la république qui tenta par tous les moyens de la contrecarrer. Il fut alors soutenu dans son combat par un certain nombre de personnalités qui y virent l'occasion de mettre fin au règne de M. Ravalomanana (Randrianja, 2012).

A. Rajoelina constitua une **Haute Autorité de Transition** dont il prit la tête. Ce qui devait n'être qu'un gouvernement de transition s'installa en réalité durablement dans le paysage malgache. Des institutions *ad hoc* furent constituées (le Congrès de la Transition - CT, le Conseil Supérieur de la Transition - CST, dont les membres furent nommés de façon à simuler une représentation nationale. Le maintien de ce régime ne put cependant se faire qu'au prix de plusieurs remaniements ministériels conduisant à un véritable tourniquet gouvernemental. L'opposition, structurée en « mouvances » représentant les anciens présidents du pays, n'arriva ni à mobiliser les foules, ni à véritablement s'unir. L'armée, choyée par le nouveau régime qui procéda massivement à des promotions de grade et accorda des avantages financiers aux sous-officiers et officiers, resta globalement en retrait.

Jusqu'à la signature d'une feuille de route, en septembre 2011, organisant les étapes du retour à une normalité politique, le régime vit ses recettes budgétaires sérieusement amputées, l'aide

internationale ayant été en bonne partie gelée. L'assèchement de l'aide internationale poussa alors les autorités à rechercher de nouvelles sources de financement, en favorisant un temps l'exportation de bois de rose (Randriamalala et Liu, 2010), en signant des contrats de prospection minière avec des compagnies étrangères (gîte de fer de Soalala) ou encore en s'assurant le soutien financier d'opérateurs économiques privés. L'absence de contrôle véritable sur ces opérations entraîna le développement de trafics à grande échelle, l'accroissement de la corruption et des détournements massifs au sein de l'administration. L'arrêt des investissements publics et la limitation des activités économiques ont finalement pesé sur la croissance. Les infrastructures routières et sanitaires se sont dégradées tandis que la pauvreté s'est accrue et l'éducation a reculé. Enfin, la criminalité a augmenté fortement en ville mais aussi dans certaines zones rurales.

Cette revue rapide de l'histoire longue montre que derrière les discours et les idéologies affichées qui ont pu varier dans le temps, le système et les pratiques au sommet de l'Etat ont peu évolué. Ni la phase de malgachisation post-indépendance, ni la période socialiste ni celle de l'ajustement structurel et de la libéralisation, ni l'arrivée au pouvoir d'un *self-made man* issu du monde rural, et encore moins la transition en cours caractérisée par une décadence de l'Etat, ne permirent de faire valoir le principe d'équité pour réduire les inégalités entre héritiers statutaires et couches populaires, parallèlement à celles entre les régions (particulièrement entre les hautes terres et les régions côtières), et celles entre les zones urbaines et rurales. Que les positions sur l'échiquier social soient héritées des origines sociales ou aient été acquises initialement au mérite dans les quelques cas d'ascension sociale, de manière générale, elles ont été essentiellement utilisées par leurs détenteurs pour mener des stratégies de court terme de contrôle et d'accroissement de leur pouvoir économique ou politique. Aucun régime ne peut se prévaloir d'avoir permis un véritable essor du pays. D'ailleurs, le jugement des élites sur les différentes périodes de l'histoire (tableau A2.1 en annexe) montre l'absence d'un quelconque âge d'or où Madagascar aurait indiscutablement choisi la voie d'un développement harmonieux.

Des rentes aux mains d'héritiers et/ou accessibles pour un groupe restreint d'initiés

Les rentes économiques à Madagascar n'ont jamais été de grande ampleur, limitées par nature ou faute de stratégie pour favoriser leur extension¹⁷. Toutefois, à l'échelle d'un pays où prédomine la pauvreté, et étant distribuées entre un nombre très restreint d'acteurs, héritiers ou initiés, ces rentes représentent de véritables aubaines et sont source de fortes inégalités. Parmi ces rentes figure la possession de terrains et d'autres valeurs immobilières. L'économie de traite (café, vanille, girofle, thé) qui s'est développée au temps de la colonisation (Randrianja et Ellis, 2009), a connu une période de succès suivie de stagnation, voire de déclin, dans les années 1980 et 1990 faute de politique d'accompagnement adaptée et face à la concurrence internationale. La nationalisation d'entreprises étrangères (dans les années 1970), et par la suite les privatisations (dans les années 1980 et 1990) ont permis en revanche l'émergence d'un petit nombre d'entrepreneurs nationaux aux côtés des minorités *karana* et *zanatany*¹⁸, etc. Durant cette période, les plus proches du pouvoir, mieux informés, ont également cherché à profiter des opportunités créées par la libéralisation du commerce, les possibilités d'exonérations, les subventions, et les

¹⁷ Depuis la colonisation, l'organisation économique et sociale ne permit qu'un accroissement limité des activités de production, les investissements se sont alors concentrés dans les activités de circulation (secteur tertiaire, essentiellement le commerce ; Jacob et Koerner, 1972).

¹⁸ Les *Karana* (de Qoran : le Coran) sont les Indo-pakistanaïens arrivés dans le pays à la fin du XVII^{ème} siècle. Les *Zanatany* sont les Européens dont les familles sont installées dans le pays depuis plusieurs années/génération.

grands investissements publics détournés de façon plus ou moins illicites. Malgré la taille limitée du marché intérieur, la distribution de produits de grande consommation constitue également un secteur rémunérateur, où les *Karana* sont très présents. Le développement de la zone franche d'exportation à partir de la fin des années 1990 attire plus particulièrement les investisseurs étrangers (Cling *et alii*, 2005). Les nationaux sont en faible nombre dans ce secteur, l'accès au marché international très concurrentiel étant difficile, réservé à ceux qui ont un réseau à l'extérieur. Mais les rentes les plus facilement accessibles sont celles résultant de l'aide extérieure qui peuvent être captées à travers différents contrats ou marchés publics (travaux publics, appuis à différentes institutions, etc.). L'apparition des nouvelles rentes minières, au côté de commerce illicite de bois précieux, au cours des années 2000 pourrait constituer un tournant compte tenu des montants en jeu, incommensurablement plus élevés comparés à ceux extraits des rentes précédemment citées, et potentiellement source de déstabilisation ou de conflit majeur.

Finalement, les rentes à Madagascar ont surtout été constituées d'opportunités ou bénéfices tirés ponctuellement (ou sur une courte période) de positions privilégiées héritées ou acquises au sein ou en liaison avec les sphères du pouvoir. De fait, ces rentes sont inaccessibles aux personnes extérieures au pouvoir. L'accès et le contrôle se fait par ailleurs dans le cadre de stratégies individuelles ou familiales et non de groupes.

Genèse des crises : l'imbrication entre le politique et l'économique

Une relecture de l'histoire montre également que le "paradoxe malgache" (que l'on peut résumer par l'énoncé suivant : "toute phase de croissance se solde par une convulsion sociopolitique mettant à bas le régime en place") devient plus intelligible si l'on s'extrait du champ économique stricto sensu, en intégrant tout particulièrement la dimension politique et de la gouvernance. Invariablement, les événements qui conduisirent à la chute du régime en place furent à la fois l'expression de l'absence de coalition entre élites et celle de la perte progressive d'assise populaire du régime. Les contextes et motifs des différentes crises mettent en exergue l'importance accordée par la population aux questions de gouvernance :

- en 1972, ce sont les inégalités et le caractère non inclusif du développement qui furent dénoncés. Les paysans marginalisés dans le Sud et les étudiants qui ne trouvaient pas d'emplois en furent les principaux acteurs. A cela vinrent s'ajouter des motifs politiques : 1968, le néocolonialisme, le tiers-mondisme, le haro sur la mainmise française politique et économique (Althabe, 1978 ; Raison-Jourde et Roy, 2010) ;

- en 1991, une progressive libéralisation politique permit la montée des contestations et l'expression populaire des frustrations, notamment au sein des classes moyennes. Le pays s'inscrivait dans une dynamique de croissance économique mais la non satisfaction des aspirations démocratiques donna lieu à un soulèvement populaire ;

- en 2002, la conjoncture économique n'avait jamais été aussi bonne, mais le sentiment de corruption et la fraude électorale dans un contexte de fortes aspirations en matière de gouvernance démocratique (associé à l'apparition d'un "homme nouveau") conduisit au soulèvement populaire (Razafindrakoto et Roubaud, 2002a) ;

- en 2009, le scénario fut le même qu'en 2002 (dérives en termes de gouvernance et corruption), avec une conjoncture économique plutôt positive (du moins au niveau macro) mais le modèle économique était moins inclusif car basé en grande partie sur la rente minière et l'aide publique au développement qui ont beaucoup moins d'effet de diffusion. La dynamique macroéconomique ne se traduisit pas par une amélioration de la situation en matière d'inégalités et de pauvreté.

III. Comment Madagascar fonctionne ? Éléments explicatifs de la trajectoire malgache

Ce qui a été établi plus haut conduit à un diagnostic assez pessimiste de la trajectoire malgache. Ce diagnostic se doit cependant d'être nuancé. Si Madagascar souffre d'importants facteurs de blocages, elle apparaît ou est apparue à bien des égards capable de rivaliser avec les Etats d'Ordre d'Accès Ouvert (OAO). C'est ce que nous montrerons dans cette partie en indiquant dans une première sous-partie quels sont les points forts sur lesquels elle peut s'appuyer et dans une deuxième quels sont ses facteurs de blocage.

Des qualités structurelles

Le contrôle de la violence

NWW accordent une place centrale dans leur analyse au contrôle de la violence. La stabilisation de l'ordre social est considérée comme le premier objectif des sociétés, la violence étant une ressource mobilisable par les groupes élitaires pour le contrôle ou l'accès aux rentes. Dans cette perspective, les Etats naturels fragiles sont ceux qui n'arrivent pas à contrôler la violence. A l'autre bout du spectre, les Etats d'Ordre d'Accès Ouvert connaissent en revanche des relations sociales pacifiées et l'usage, légitime et contrôlé, de la contrainte est un monopole du pouvoir politique. Cette thèse suscite un certain nombre de questions lorsqu'il s'agit d'analyser le fonctionnement de long terme de la société malgache.

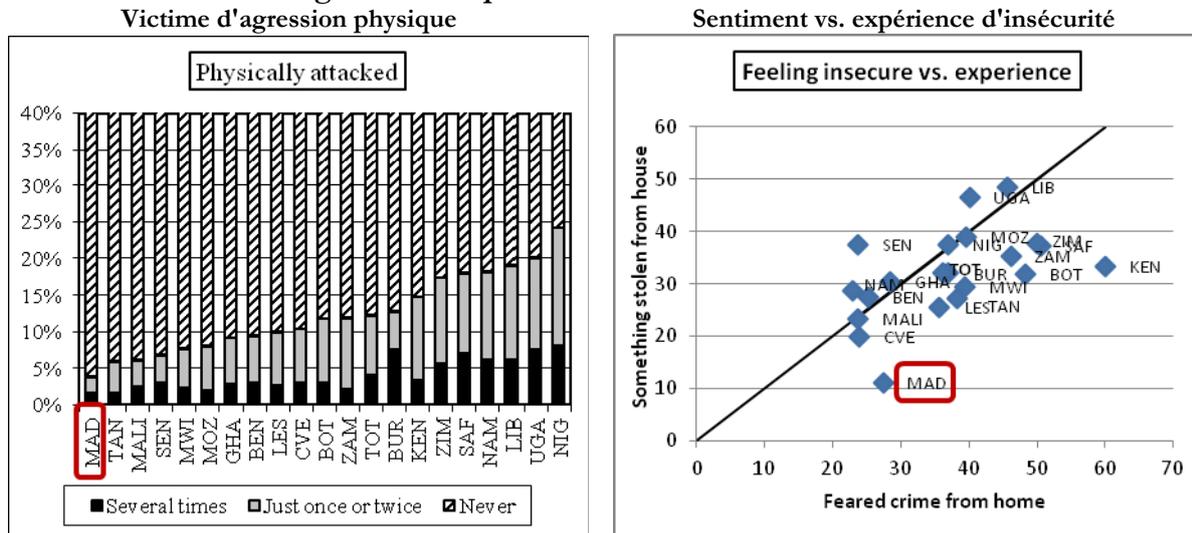
Le tabou de la violence politique. La violence politique apparaît singulièrement limitée dans l'histoire malgache depuis son indépendance¹⁹. Les conflits - terme dont on peut justement questionner la pertinence - ont plutôt été de faible intensité et n'ont jamais dégénéré en tueries de grande ampleur. Lors des périodes de troubles, les forces armées ont de surcroît plutôt été en retrait et ont même joué parfois un rôle d'intermédiation et d'apaisement. Si la violence est néanmoins présente dans la société malgache, elle est en bonne partie rentrée et prend plus les formes, lorsqu'elle s'exprime, d'éruptions infrapolitiques exprimant un mécontentement qui n'identifie pas clairement ses causes et ne désigne pas directement des responsables. Certaines forces politiques ont certes tenté d'utiliser ces mécontentements en soutien à leur cause. Mais ces accès de violence débordent en réalité toujours les forces politiques qui veulent les récupérer mais ne les contrôlent pas. Tout se passe ainsi comme si la violence n'était pas ou ne pouvait pas être une ressource stratégique légitime dans le jeu politique malgache. C'est souvent l'usage même de la violence par le pouvoir en place qui précipite son remplacement (P. Tsiranana en 1972, D. Ratsiraka en 1991 et en 2001, M. Ravalomanana en 2009).

L'analyse comparative des données d'enquêtes auprès des ménages réalisées dans une vingtaine de pays africains tend à montrer et/ou confirmer la relative faiblesse du niveau de violence à Madagascar, qu'il s'agisse de violence politique ou non (Figures 3.1 ci-après et A3.1 en annexe). L'Ile se classe parmi les deux ou trois pays où la population affirme de façon largement majoritaire que la concurrence politique ne génère pas ou très rarement des conflits violents. Madagascar se singularise également par la faiblesse de la violence physique subie par la population au quotidien, avec un pourcentage très limité de victimes d'agressions physiques ou de vol à domicile comparé aux autres pays en 2008. De façon apparemment paradoxale, alors que le

¹⁹ La répression sanglante de l'insurrection de 1947 par le pouvoir colonial français qui constitue certainement l'épisode le plus violent de l'histoire malgache du XXe siècle (Tronchon, 1974 ; Koerner, 1994), est le fait d'acteurs externes à la société.

pourcentage de victimes de l'insécurité est plutôt faible, une part importante de la population éprouve un sentiment d'insécurité. Mais cette peur de la violence qui ne se justifie pas par une exposition effective à l'insécurité témoigne en réalité d'un rapport spécifique des Malgaches à la violence, la tendance à en exagérer le risque, la portée ou l'ampleur s'expliquant par une aversion particulière de la population pour la violence.

Figure 3.1 : Expérience et sentiment d'insécurité



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial (pour Madagascar), 2008.

La capacité à fonder des institutions

Dans les analyses de NWW, les institutions sont un ensemble de règles qui permettent de réguler le fonctionnement des sociétés. Les Etats naturels fragiles reposent sur une structure institutionnelle rudimentaire qui ne garantit pas la stabilité politique dans le temps. A l'inverse, les OAL matures et les OAO sont caractérisés par la solidité et l'efficacité de leurs institutions. La récurrence de ses crises sociopolitiques et la situation qui perdure depuis 2009 - chaque jour le pays risquant de sombrer en situation "d'Etat failli" -, semble placer d'emblée Madagascar dans la première catégorie. La situation apparaît cependant plus complexe, Madagascar affichant à certaines périodes des capacités institutionnelles et des réalisations - dans les trois champs économique, bureaucratique et politique, soulignés par Khan (2010) - qui pourraient la positionner à un stade bien "plus avancé" des Etats naturels. Trois exemples illustrent ce constat : le succès de la zone franche, les résultats significatifs en matière de lutte contre la corruption bureaucratique et le processus de transition démocratique. C'est finalement l'incapacité à maintenir dans la durée le renforcement et la consolidation de ses institutions qui paraît déterminante plutôt que la possibilité d'atteindre (localement) certains niveaux de résultats caractéristiques des OAO.

Un succès continental exceptionnel : le cas des zones franches. S'il est un secteur économique où les exigences de compétitivité pour se développer sont drastiques et peu compatibles avec un ordre social assis sur l'extraction de rentes improductives, c'est bien celui des zones franches industrielles d'exportation. En effet, les entreprises sont mises en concurrence avec les entreprises les plus performantes à l'échelle globale et elles doivent pouvoir bénéficier d'un environnement institutionnel suffisamment développé. Madagascar a réussi ce pari, sans équivalent en Afrique ou dans des pays de niveau de développement comparable (Cling *et alii*,

2005). Le succès des zones franches à Madagascar met clairement en évidence que le pays est capable d'enclencher une dynamique d'enrichissement issue d'une réelle création de valeurs (emplois, revenus), impulsée par une nouvelle classe d'entrepreneurs (soit nationaux, soit en provenance de l'étranger), donc génératrice de développement (figure A3.2 en annexe).

Des performances significatives en matière de lutte contre la corruption bureaucratique.

La corruption généralisée est affichée comme une des caractéristiques structurelles et constitutives des Etats en développement comme Madagascar (Chabal et Daloz, 1999 ; Olivier de Sardan, 1999). La faiblesse des institutions et des organisations associées rendrait quasiment impossible de la réduire significativement et les exemples de politiques ayant eu un impact positif et durable sont extrêmement limités. Cette supposée difficulté intrinsèque à lutter contre la corruption est renforcée par le présupposé que la corruption au quotidien en Afrique serait d'autant plus prégnante qu'elle constituerait un phénomène socialement accepté, fondé sur des valeurs et des croyances fondamentalement différentes de celles en vigueur dans les Etats OAO. Les données empiriques issues d'une série d'enquêtes répétées sur une quinzaine d'années ne confirment pas ces hypothèses pour Madagascar (Razafindrakoto et Roubaud, 2003 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2010a et 2010b). Sur le front de la dynamique de la corruption, les résultats montrent au contraire une diminution significative et continue de l'incidence de la petite corruption de 1995 à 2001 (figure A3.3 en annexe). Si la grave crise politico-institutionnelle qu'a connue Madagascar en 2001 s'est immédiatement traduite par une remontée spectaculaire de la corruption, dont l'incidence a doublé en l'espace d'un an, le retour à l'ordre dès 2002, la stabilisation des institutions, le retour de la croissance des salaires publics et les politiques actives anti-corruption ont joué en sens inverse, avec une division par deux de l'incidence de la corruption entre 2002 et 2004 et une baisse de son poids dans le budget des ménages.

Double transition et consolidation démocratique : le cas des années 1990. Ce dernier exemple se situe directement dans le champ politique pour montrer que certaines caractéristiques des ordres sociaux à Madagascar peuvent avoir les traits des OAO. Ainsi, dans leur définition des Etats naturels, NWW (2009) identifient la présence "*des régimes politiques sans consentement généralisé des administrés*" comme une de leurs trois caractéristiques fondatrices. De plus, dans la transition d'un ordre à l'autre, les auteurs considèrent que nombre de règles formelles et d'institutions directement décalquées des pays du Nord n'en auraient que la forme sur le papier tant les valeurs et croyances qui leur permettraient de fonctionner "normalement" sont éloignées de celles des pays où elles ont été historiquement élaborées. L'expérience malgache en matière électorale et démocratique montre que cette lecture est loin d'être aussi tranchée. Ainsi, la séquence électorale de la décennie des années 1990 est globalement en phase avec le fonctionnement démocratique stylisé des OAO. Si on définit la transition démocratique comme le passage d'un régime autoritaire à l'institutionnalisation de procédures libérales de gouvernement (compétition politique ouverte, multipartisme, suffrage universel, liberté de vote, transparence des scrutins, liberté de la presse), on peut considérer que cette phase a effectivement eu lieu avec l'élection de 1992 (Roubaud, 2000 et 2001). Même en acceptant le principe plus restrictif et largement admis de la double alternance lors de deux scrutins libres successifs, Madagascar est entrée dans le cercle très fermé des pays africains ayant souscrit à ce critère dès les années 1990 (cf. élections présidentielles de 1993 et 1996).

Il ne s'agit évidemment pas ici de se complaire dans une lecture béate de l'histoire malgache. Dans aucun des exemples cités les succès n'ont été durables : la dynamique des zones franches a été interrompue par des facteurs externes et surtout internes ; la petite corruption bureaucratique a reculé de manière substantielle mais *a priori* sans que cette amélioration n'ait eu d'impact sur la grande corruption ; la transition démocratique a bien eu historiquement lieu mais le passage à la consolidation démocratique n'est pas advenu. Ces exemples attestent pourtant de la capacité du pays à mettre en place des institutions consensuelles et efficaces. Certes, les crises et l'instabilité politiques (1991, 2002 et 2009) ont à chaque fois entraîné un arrêt voire une inversion de ces

avancées, mais cet arrêt (au moins pour ce qui est de la lutte contre la corruption et du développement des zones franches) semble n'être qu'un dommage collatéral des crises et non la conséquence d'une remise en cause de ces règles de fonctionnement par des acteurs sociaux quelconques.

L'expression des aspirations citoyenne : la population compte

Les analyses de NWW tendent à indiquer que, dans les États naturels, la population n'est pas un facteur autonome de changement social et ne constitue, au mieux, qu'une masse mobilisable par des élites auxquelles elle est attachée par des relations de types clientélistes.

Notre analyse montre que même dans un pays où les inégalités de pouvoir sont abyssales et où les citoyens ordinaires sont loin de disposer des moyens d'agir (éducation, information, représentation, *voice*, etc.) équivalents à ceux de leurs congénères des pays développés, la population compte. C'est même selon nous une spécificité essentielle pour expliquer le paradoxe malgache.

Le rôle des aspirations citoyennes est avéré dans la dynamique économique et surtout dans le déclenchement des crises. L'examen de données collectées par nos soins au cours de la dernière décennie révèle qu'en dépit d'une conjoncture économique favorable en 2002 et 2009, les aspirations évoluent plus vite que les réalisations (figure A3.4 en annexe). Ce gap est une source directe de mécontentement et d'insatisfactions populaires, donc un terreau propice aux crises. La dérive des aspirations économiques est une première source de mécontentement possible : la croissance a pour conséquence de libérer des aspirations trop longtemps contenues et d'instaurer un décalage entre ambitions et réalisations. Mais plus peut-être encore que les aspirations économiques, l'insatisfaction des aspirations en termes de gouvernance démocratique semble jouer de manière centrale sur les frustrations populaires (figure A3.5 en annexe). Les éléments chiffrés dont nous disposons témoignent d'une dégradation des indicateurs appréciant l'efficacité de l'administration et d'une montée de la perception de la corruption à la fin des années 1990 (Razafindrakoto et Roubaud, 2003). La période précédant la crise de 2009, beaucoup mieux étayée empiriquement par les enquêtes, vient conforter ce diagnostic (Razafindrakoto *et alii*, 2009). A partir de 2004-2005, tous les indicateurs (liberté d'expression, égalité devant la loi, confiance dans l'administration, satisfaction dans le fonctionnement démocratique) s'orientent à la baisse. Ainsi, en dépit des résultats économiques présentés dans le pays comme à l'extérieur comme une *success story*, le mécontentement populaire, visible dès 2008, cristallisait les prémices de la crise à venir. Ce que nous avons appelé plus haut le "paradoxe malgache" trouve donc finalement une partie de son explication dans les insuffisances de la gouvernance démocratique. L'expression des insatisfactions des populations dans des mouvements populaires, fût-elle sous une forme éruptive, n'a jamais, jusqu'à présent, débouché sur la mise en place d'une société durablement plus inclusive et plus démocratique. La population n'est pas silencieuse mais n'est pas pour autant écoutée. Elle a cependant toujours constitué une force de rappel en empêchant les dérives autocratiques des gouvernements en place. En ce sens, son rôle apparaît tout à fait positif.

Des facteurs de blocage importants

En dépit de ses qualités structurelles, Madagascar connaît d'importants facteurs de blocage que sont la fragmentation sociale, source d'inertie sociale de long terme et d'instabilité politique et les facteurs externes qui pèsent de façon continue sur l'organisation sociale.

La fragmentation sociale

Primauté de l'ordre social et prégnance d'un système hiérarchique. La société malgache est historiquement extrêmement hiérarchisée, distinguant et classant à l'infini les individus selon un ordre inégalitaire hérité et dont la symbolique se maintient au fil du temps, en dépit des transformations politico-sociales du pays. Ces principes de distinction et de classement hiérarchique pourraient être plus importants que le respect du Fihavanana.

Ces principes sont très prégnants au sein même des élites (différents groupes hiérarchisés sont par exemple distingués au sein même des *Andriana*), ce qui pourrait expliquer qu'il existe plus des familles, parfois élargies en clans, que des organisations.

Le système des castes reste par ailleurs ancré dans les corps et les esprits, assignant aux individus des valeurs inégales. Cette hiérarchie symbolique et occulte qui distingue de façon simplifiée une large majorité de *Mainty*²⁰ et une petite minorité de *Fotsy* se traduit par une hiérarchie réelle dans la mesure où elle conditionne les comportements, les *Mainty* étant « confinés dans la reproduction sociale de la pauvreté » (Galy, 2009). Vu sous cet angle, les rapports sociaux peuvent être décrits comme reposant sur une violence symbolique qui maintient la domination dans le temps d'un petit groupe d'individus sur la plus grande masse de la population.

Le maintien d'un tel système suppose évidemment une forme d'acceptation, dans les esprits de tous, de ces principes de différenciation accordant une inégale valeur aux individus. C'est cet esprit qui permet aux dirigeants politiques de penser souvent qu'ils peuvent agir à leur guise sans en référer à quiconque. C'est aussi ce qui permet dans la crise actuelle à quelques descendants de grandes lignées de s'autoproclamer *Raiamandreny*²¹ et d'intervenir à ce titre dans le débat politique.

A cette fragmentation sociale s'ajoute l'atomisation de la population qui joue de façon déterminante sur le fonctionnement de la société malgache. Les paysans malgaches ne sont en effet véritablement « capturés²² » ni par le système politique - en dépit de la légitimité (ou le soutien de façade²³) qu'ils accordent a priori au détenteur du *Fanjakana*²⁴, ni par le système économique. L'absence de véritable pression structurelle sur la terre et sur les moyens de subsistance leur permet de se maintenir sur leur territoire. La faible densité de population, l'éloignement des villages ruraux les uns des autres, l'exode rural limité et, plus généralement, une migration interne structurellement faible (les migrants sont essentiellement constitués des « lettrés » issus des villes secondaires qui vont vers la capitale), sont autant de caractéristiques spécifiques à Madagascar.

Il résulte de ces éléments un **clivage important entre les élites et la population**. L'inégalité constitutive de la société malgache permet en effet aux dirigeants politiques d'agir sans accorder beaucoup d'importance à leurs administrés. Sans volonté politique pour réduire la fracture entre l'élite (fondamentalement urbaine) et la population, il est difficile de penser qu'elle pourra se résorber dans le temps. Sa résorption est d'autant plus difficile qu'elle est accentuée par la

²⁰ La distinction sociale entre blancs (*fotsy*) et noirs (*mainty*) se retrouve sur tout le territoire malgache. Elle est décrite par exemple au milieu du XVII^e siècle par Flacourt, représentant de la compagnie française de l'Orient à Fort Dauphin (Sud-Est de Madagascar), comme structurant les relations sociales des sociétés qu'il observe (Randrianja et Ellis, 2009). Les termes *fotsy* et *mainty* ne sont pas de pures dénominations symboliques mais renvoient aussi à des différences de couleur de peau et d'origine (austro-nésienne versus africaine) ; cf. Razafindralambo (2005a et 2005b) et Ramamonjisoa (1984).

²¹ Les parents ou les aînés, qui agissent pour le bien de leurs descendants et à qui on doit respect et obéissance.

²² Dans son livre de 1980 sur le socialisme tanzanien, G. Hyden montre que la paysannerie n'était alors pas « capturée » par l'économie de marché capitaliste et par l'Etat et qu'elle gardait son choix d'évasion (*exit option*) en se retirant dans une économie de subsistance (Hyden, 1980).

²³ voir Fauroux (1999) ; Raison-Jourde et Roy (2010).

²⁴ Désigne le pouvoir mais est étymologiquement le pouvoir royal.

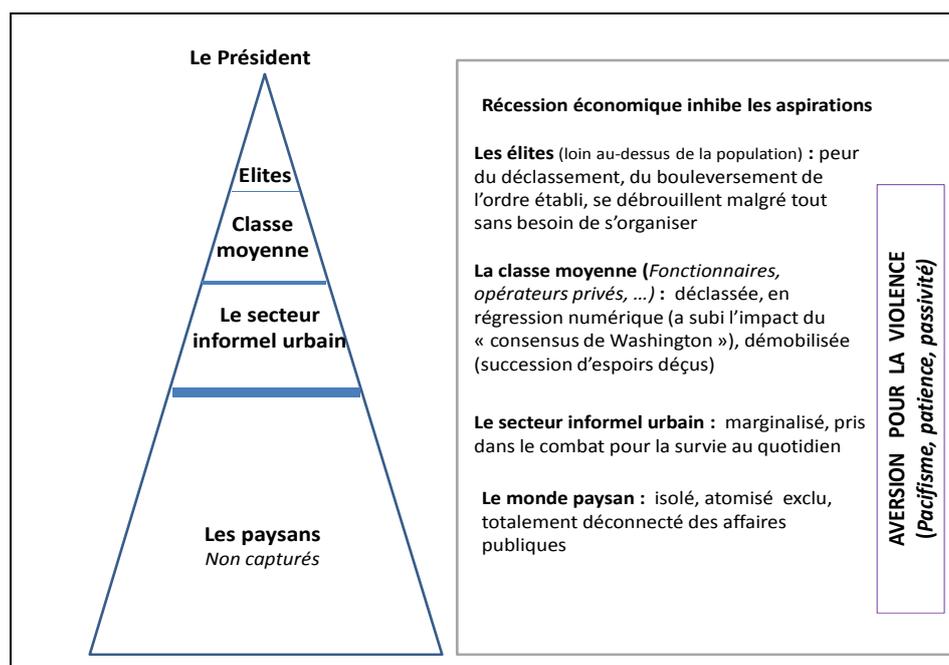
distance géographique (du fait de la taille de la Grande-Île) et l'ampleur des écarts de niveau et de conditions de vie entre les villes et les campagnes. Au-delà de ces aspects monétaires, les niveaux élevés de certains indicateurs (éducation, infrastructure routière) dont bénéficient les urbains - et qui pourraient placer Madagascar parmi les pays africains les plus performants - rendent les inégalités entre les milieux urbain et rural encore plus significatives et problématiques. Dans les grandes villes, un tout petit groupe de privilégiés bénéficie de conditions de vie qui les rapprochent des citoyens des pays développés (les "élites globalisées") alors qu'une immense majorité de la population vit à un niveau de subsistance et reste enfermée dans des trappes de pauvreté. Un exemple illustrant clairement la fracture entre les villes et les campagnes (encore plus accentuée entre la capitale et le milieu rural) concerne l'intérêt des citoyens pour les affaires publiques (figure A3.6 en annexe). Les chiffres traduisent un sentiment d'exclusion (ou une auto-exclusion) des ruraux qui influe certainement sur la participation politique.

Inertie sociale de long terme et instabilité politique

Ces éléments expliquent conjointement l'inertie sociale de long terme et l'instabilité politique.

La structure sociale à Madagascar explique l'inertie sociale de long-terme (figure 3.2). En haut de la structure se trouvent les élites qui sont plutôt en faveur du statu quo. Elles redoutent un bouleversement de l'ordre établi qui pourrait entraîner la perte de leur privilège et leur déclasser. La classe moyenne ne constitue pas non plus une force capable d'inciter à la mobilisation. Constituée entre autres par les formels urbains (privés et publics), elle a également beaucoup à perdre. De plus, elle a déjà souffert d'une dégradation de sa situation économique du fait de la récession continue. En bas de l'échelle, en milieu urbain, les informels sont marginalisés de par leur statut, et sont pris dans un combat que chacun d'entre eux mène à son échelle individuelle pour sa survie quotidienne. Enfin, en milieu rural, la grande masse des paysans isolés géographiquement, atomisés, exclus et déconnectés des affaires publiques, est encore moins susceptible de s'organiser et de faire entendre sa voix.

Figure 3.2 : Structure sociale et facteurs d'inertie à Madagascar



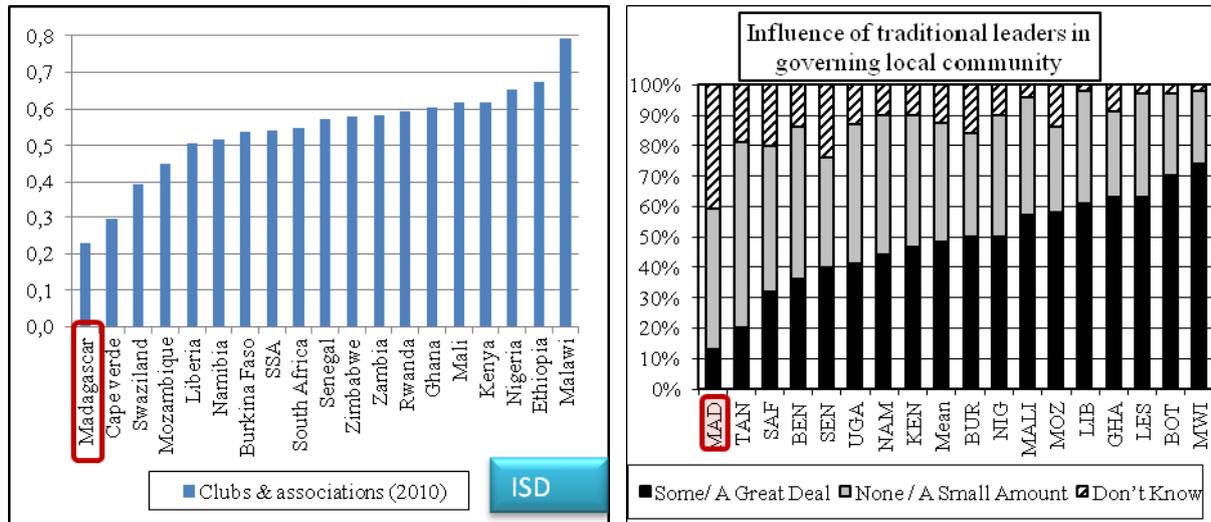
Cette faible capacité de la population à se mobiliser facilite d'autant plus l'occultation de ses aspirations par les élites dirigeantes que les Malgaches (comparés aux citoyens d'autres pays africains) semblent avoir faiblement intégré l'idée que l'Etat devrait être redevable de ses actions. Les données d'enquête révèlent en effet que c'est le sentiment de respect pour l'autorité ou l'attribution du statut de *Raiamandreny* (donc veillant au bien-être de la population) aux gouvernants qui tend à prédominer (Figure A3.7 en annexe). La pratique régulière des référendums plébiscitaires par les divers chefs d'Etat confirme souvent cet état de fait. Dans la mesure où les masses, principalement rurales, ne peuvent se représenter elles-mêmes et où elles adhèrent à cette théologie politique (Kantorowicz, 1989), elles se sentent représentées politiquement par le chef qui arrive à endosser ce caractère traditionnel et l'approuvent alors massivement par leur vote.

Pourtant, parallèlement, les Malgaches se révèlent être les plus convaincus du rôle citoyen qu'ils doivent jouer pour contrôler que le Président ou leurs représentants à l'Assemblée Nationale assurent au mieux leurs fonctions (Afrobarometer, 2008). Cette contradiction met en évidence les difficultés de la population malgache à se positionner dans le processus en cours : entre tradition et modernité, la population se trouve tiraillée entre le passé (respect du *Fanjakana*) et ses aspirations démocratiques (demande de pouvoir de contrôle des citoyens).

Mais l'instabilité politique est aussi paradoxalement une conséquence de cette fragmentation. Le cadre NWW attribue un rôle central, dans les Etats naturels, aux organisations élitaires et aux coalitions d'organisations. Or Madagascar se caractérise par l'**absence de coalitions stables**. Le schéma proposé qui postule l'existence d'organisations verticales, structurées notamment en réseaux clientélistes et permettant une redistribution informelle des richesses tirées des rentes, ne s'applique pas à Madagascar. Les élites y sont très individualisées, se constituant rarement en organisations et nouant par là même encore plus rarement entre elles des coalitions durables. D'une certaine manière, depuis l'indépendance, les élites n'éprouvent pas la nécessité de s'organiser en l'absence de véritables conflits avec des groupes ennemis bien identifiés, qu'ils soient extérieurs au pays ou intérieurs. Lorsque des conflits apparaissent, il peut certes y avoir des arrangements temporaires, des alliances de circonstance et flexibles (forces vives, trois mouvances, ...). Mais comme ils résultent de négociations n'engageant que des individualités, ils ne sont pas inclusifs, n'engagent pas la crédibilité d'organisations et donc ne sont pas durables. Cette faiblesse explique en partie l'instabilité du pays. L'accès au pouvoir politique constituant nous l'avons vu la source la plus importante des rentes, cet accès est particulièrement convoité. Compte tenu de la faiblesse des organisations, il est relativement facile pour un individu aux caractéristiques particulières (ancrage traditionnel, charisme, richesse, ...) de le conquérir. En fait, sachant qu'aucun groupe, aucune organisation (formelle ou informelle) n'a le monopole de la violence, ni ne peut se prévaloir d'un pouvoir de violence conséquent pour constituer des forces coercitives (l'armée en tant qu'organisation se caractérise notamment par sa faiblesse), il est facile de déstabiliser le régime en place avec des manifestations et quelques vies sacrifiées.

Cette instabilité est encore renforcée par l'**atrophie des corps intermédiaires formels ou informels, chaînon vertical manquant entre le président et la population**. Nos analyses démontrent très clairement la spécificité de Madagascar de ce point de vue. Du côté des corps intermédiaires formels, ni les autorités locales, ni les partis politiques, ni les organisations de la société civile n'ont de véritable pouvoir. Ils n'ont pas d'emprises sur les populations et du fait de leur faible poids, ces dernières n'éprouvent pas le besoin de les solliciter (figures 3.3 ci-après et A3.8 en annexe). Parallèlement, avec le constat de leur faible influence, les chefs traditionnels souffrent de déconsidération au même titre que les autorités formelles.

Figure 3.3 : Absence ou faiblesse des corps intermédiaires formels et informels



Sources : Enquête *Afrobaromètre*, 2008, Coef-Ressources et Dial (pour Madagascar) ; *The Indices of Social Development* (ISS, 2010) ; calculs des auteurs.

La personnalisation du pouvoir, la "présidentialisation à outrance" font ainsi que le Président est seul face à la population. Ce phénomène est amplifié par la croyance traditionnelle encore prégnante du caractère exceptionnel du *Fanjakana* (l'Etat) et du statut de *Raiamandreny* (père et mère de ses sujets, à qui on doit le respect) de ceux qui l'incarnent. Du fait de la faible attention qu'ils accordent aux populations, le soutien populaire dont bénéficient les hommes au pouvoir est cependant en réalité assez faible, reposant plus sur une dimension symbolique (détenteur du *Hasina*²⁵, *Raiamandreny*, Père de l'indépendance, Homme providentiel, ...) et/ou de contrainte (maillage administratif par le parti présidentiel) que sur de véritables liens clientélistes. Ceci explique que des manifestations anti-gouvernementales massives puissent faire immédiatement suite à un apparent plébiscite électoral.

Les facteurs externes

Les facteurs externes et le rôle ambigu des bailleurs de fonds. L'absence de développement économique et les crises récurrentes politico-économiques apparaissent avant tout d'ordre interne. Néanmoins, les facteurs externes jouent aussi de façon significative sur la trajectoire du pays. Dans le cadre de NWW, les interventions extérieures sont considérées comme des facteurs exogènes (sans interaction avec les dynamiques internes) et temporaires. Or dans le cas d'un pays comme Madagascar, il existe des facteurs externes qui ne se présentent pas uniquement sous forme de chocs mais comme des éléments pérennes dont les conséquences s'inscrivent sur le long terme : l'arrivée des entreprises étrangères dans le contexte de la mondialisation, le poids des bailleurs de fonds installés à demeure dans le pays et les choix politiques qu'ils imposent. Ces interventions extérieures peuvent avoir des effets pervers dont les conséquences s'avèrent parfois plus destructrices que positives. Par exemple, l'action effective et persistante des bailleurs de

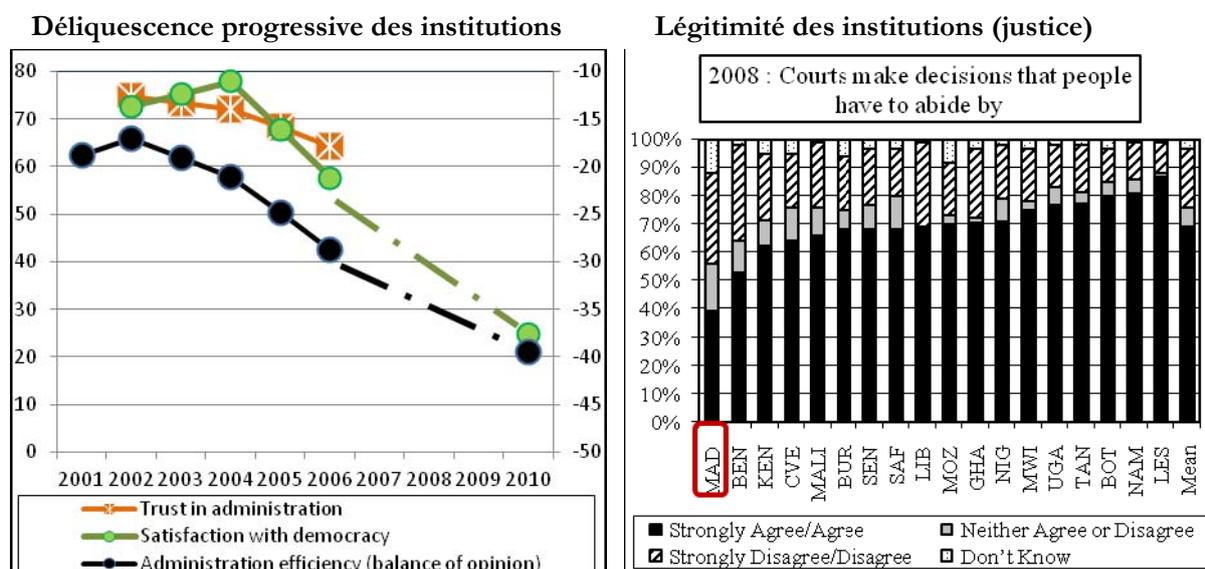
²⁵ Essence invisible du pouvoir dont étaient supposés être dotés les monarques et qu'ils pouvaient transmettre à leur descendant et dont ils tiraient leur légitimité politique (Bloch, 1983).

fonds dans le sens de l'affaiblissement de l'Etat (et pas seulement son rétrécissement) depuis le début des années 1980 ont été désastreuses (Jütersonke et Kartas, 2010 ; Urfer, 2012). Les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont constitué l'épine dorsale de toutes les politiques économiques appliquées à Madagascar pendant près de deux décennies. Non seulement, leur bilan a été plus que mitigé en matière de croissance, mais leur impact de long terme le plus nocif a été, pour des raisons à la fois économique, financière et idéologique, la précarisation et la délégitimation des institutions et de l'action publique, et partant, des fonctionnaires chargés de la mettre en œuvre (Razafindrakoto et Roubaud, 2001). Les deux vagues de privatisation (années 1980 et années 1990) ont de surcroît, trop souvent substitué aux anciens monopoles publics des monopoles privés, attribués à des acteurs proches des pouvoirs en place successifs, sans que les gains attendus de la réforme ne se manifestent de façon décisive.

Au-delà du contenu des politiques préconisées par les bailleurs de fonds, les modalités d'intervention dominantes et leur mode de mise en œuvre pèchent par les principes qui président à l'attribution de l'aide publique au développement (APD). De ce point de vue, la mansuétude coupable de la communauté internationale à l'égard de D. Ratsiraka entre 1997-2001 et de M. Ravalomanana entre 2006 et 2009 est emblématique de la prime à la croissance qui caractérise la sélectivité de l'aide. La croissance en hausse sur les périodes justifiait le "voile d'indifférence" sur la corruption au sommet de l'Etat dans le premier cas, le délitement des principes démocratiques et de marché concurrentiel dans le second. Finalement, ce mode de fonctionnement des institutions internationales a débouché sur l'effet inverse à celui affiché en matière de développement : personnalisation du pouvoir au détriment du renforcement des institutions d'un côté, création de monopoles au détriment d'une structure productive plus ouverte et concurrentielle de l'autre. A l'inverse, le principe de sélectivité de l'APD, appliqué par les donateurs à partir de la fin des années 1990, vient aggraver l'incapacité des donateurs à capitaliser sur leurs propres expériences. L'APD peut être extrêmement productive et jouer un rôle déterminant pour éviter l'effondrement de pays fragiles. Il convient donc de la maintenir, voire de l'augmenter et non de la réduire, une réduction dont le principal effet serait d'accélérer le basculement dans la situation d'Etat failli, avec des effets néfastes durables (Andriamihaja *et alii*, 2011). Cette analyse nous semble tout à fait pertinente pour Madagascar, où l'aide a été gelée depuis le coup d'Etat de 2009. Les modalités d'intervention sont à trouver en passant notamment par des acteurs non étatiques ou par des programmes ciblés visant à maintenir la capacité des institutions publiques.

La pression continue des bailleurs de fond dans le sens de l'affaiblissement de l'Etat associée à la faible capacité des populations à exiger que leur soient rendus des comptes a contribué à **une déliquescence progressive et une perte de légitimité des institutions (notamment publiques)**. Nous avons vu que Madagascar avait fait la preuve de sa capacité à fonder des institutions solides et consensuelles, lorsqu'une volonté existait et si les moyens étaient mis en œuvre pour les faire fonctionner. La défaillance globale des institutions est cependant aujourd'hui soulignée. Les données d'enquêtes statistiques auprès de la population révèlent en effet une "exception malgache" : parmi les pays où les mêmes questions ont été posées, Madagascar est celle où la légitimité des institutions (justice, police, administration fiscale) apparaît la plus faible (Figures 3.4 ci-après, A3.9 et A3.10 en annexe). Ce résultat est moins dû à des caractéristiques structurelles qu'à une dégradation avec le temps. Cette situation, particulièrement inquiétante, témoigne de l'ampleur de la détérioration sociale. Il est d'autant plus problématique, qu'à la différence d'autres pays d'Afrique, où les relations verticales de patronage s'organisent autour de facteurs structurants comme l'ethnicité, à Madagascar c'est le *Fanjakana* qui historiquement a constitué la colonne vertébrale du clientélisme à l'échelle nationale et a joué le rôle de ciment du tenir ensemble entre les différents niveaux de la hiérarchie sociale. A son délitement ne s'est substitué aucun principe organique alternatif, susceptible d'endiguer les pressions (anarchie, anomie) à l'accroissement de l'entropie sociétale.

Figure 3.4 : Jugement et confiance à l'égard des institutions



Sources: Enquêtes 1-2-3, Antananarivo, 1995 à 2010, Projet Madio, INSTAT et DIAL ; Enquête Afrobaromètre, 2008, Coef-Ressources et Dial (pour Madagascar), nos propres calculs.

CONCLUSION

Notre approche a consisté d'une part à relire l'histoire malgache à l'aune de l'économie politique, et d'autre part à mener des analyses empiriques sur des données originales pour dégager les facteurs de blocage et les possibles leviers pour engager le pays sur une dynamique positive durable. La contreperformance économique malgache sur longue période (l'énigme et le paradoxe) n'est pas due aux facteurs généralement invoqués par les théories du développement, traditionnelles ou récentes. Ni l'accumulation des facteurs de production (capital, travail), ni la géographie (enclavement, climat, ressources naturelles, etc.) et l'histoire ne peuvent être convoqués de manière convaincante pour expliquer cette anomalie, bien au contraire. Les indicateurs usuellement mobilisés pour caractériser la fragmentation sociale, les inégalités ou la qualité des institutions se révèlent inopérants pour lever le mystère de la trajectoire historique du pays. Le cadre d'analyse de NWW propose un schéma alternatif pour décrire le fonctionnement des sociétés en développement en mettant en avant le rôle des élites qui manipulent à leur profit, accaparent les rentes et ne sont pas développementales. Nous avons montré que globalement ce schéma apparaît séduisant et fournit quelques clefs à l'interprétation du cas de Madagascar. Toutefois, notre analyse relève un certain nombre de spécificités irréductibles qui la situent *in fine* hors du cadre proposé par ces auteurs.

Notre analyse du fonctionnement de Madagascar nous amène à mettre en avant trois entraves structurelles principales au développement du pays. D'abord, la structuration sociale fondamentalement statutaire et hiérarchique qui perdure depuis la période des royaumes, aggravée par de nombreux clivages (villes *vs* campagnes, capitale *vs* reste du territoire, élites *vs* citoyens ordinaires, Président et son clan *vs* reste de la population) qui se sont creusés au fil du temps, est à l'origine d'une forte fragmentation de la société. A cela s'ajoutent l'atomisation de la population

du fait de la géographie de l'Ile et l'atrophie des corps intermédiaires formels comme informels. Un tel contexte, peu propice à la constitution de coalitions stables, autorise une forte concentration du pouvoir aux mains d'une poignée d'élites qui n'est ni contrainte ni incitée à avoir une vision de moyen long terme et à prendre en compte les intérêts de la grande majorité. En particulier, les alliances au sommet, mouvantes, fragiles et limitées aux seuls proches du Président, engendrent l'exclusion et la frustration de groupes élitaires, potentiellement influents et au pouvoir déstabilisateurs. Compte tenu de la faiblesse généralisée des institutions et des organisations, y compris de l'armée, et sachant qu'aucune faction (formelle ou informelle) n'a le monopole de la violence, ni même une capacité de mobilisation de la violence conséquente, il est facile de faire tomber le pouvoir en place avec des moyens financiers et humains dérisoires. Ensuite, malgré sa revendication des principes démocratiques, la population est tiraillée entre des aspirations citoyennes de type démocratique et méritocratique et des valeurs traditionnelles qui imposent le respect de hiérarchies réelles et symboliques héritées du passé. Enfin, les facteurs externes ont (et ont eu) un impact majeur sur la trajectoire du pays. S'il est impossible d'en tirer un bilan global, positif ou négatif, pour le pays, il apparaît clairement que les politiques promues, voire imposées, par les bailleurs de fonds (contenu et modalités de mises en œuvre) ont eu des conséquences désastreuses et durables pour le pays. C'est notamment le cas de l'affaiblissement de la capacité de l'Etat à réguler la société.

Néanmoins et en dépit de ces facteurs de blocage profonds, Madagascar a donné la preuve d'une capacité de transformation d'une modernité inattendue. En premier lieu, si le mode de reproduction des élites, statutaire et assis sur la mobilisation des réseaux, vise principalement à assurer et à pérenniser leur contrôle du pouvoir et la captation des rentes au détriment de la population, le système n'est pas pour autant verrouillé. La double transition économique (avec l'arrivée d'une classe d'entrepreneurs nouveaux) et politique (avec les alternances démocratiques) en témoigne, même si cette dernière reste à consolider. En deuxième lieu et en termes institutionnels, le pays s'est illustré par la mise en place, certes localement et provisoirement, d'organisations caractéristiques des OAO, et ce, sur le triple front économique, bureaucratique et politique. Ces réalisations infirment la thèse postulant l'incapacité "structurelle" des PED à faire fonctionner sans les détourner de telles institutions. En troisième lieu, malgré les crises politiques récurrentes, Madagascar se caractérise par un recours limité à la violence politique, la condamnation de toute forme de violence, qui apparaît comme un tabou, étant fortement ancrée dans la société. Pour finir et surtout, nos analyses insistent sur le fait que la population compte, et pas seulement les élites. Nos résultats montrent que les citoyens jouent un rôle central dans les événements et la trajectoire du pays. Ils sont dotés d'une forme d'autonomie et ne sont pas seulement "manipulés". Dans toutes les crises, le mécontentement populaire a constitué une des bases profondes des mouvements. Malgré un attachement de la population à la stabilité sociale, cette dernière exprime et cherche les moyens de faire entendre ses demandes non seulement en termes d'amélioration du bien-être, mais également de transparence et participation, soit l'essence même de la citoyenneté démocratique. Une leçon générale peut être tirée de ce constat. Le rôle joué par la population, et notamment ses aspirations (rôle singulièrement négligé par le cadre d'analyse de NWW), doit être pris en compte, même dans les Etats les plus fragiles.

La caractérisation de l'ordre social en vigueur, on l'a vu, n'est pas immuable, et un certain nombre d'éléments nouveaux (déjà à l'œuvre ou prospectifs) sont susceptibles de changer la donne à plus ou moins brève échéance. Trois éléments méritent d'être soulignés : l'émergence de nouvelles rentes, l'affaiblissement de la théologie politique, et, dans une moindre mesure, les évolutions écologiques.

Les rentes « économiques » ont été, dans l'histoire, peu concentrées et d'ampleur limitée. La découverte de nouvelles ressources non renouvelables rares (associée au boom du prix des matières premières) tend cependant à introduire une nouvelle donne, à la fois chance (du fait de l'ampleur des ressources en jeu) mais aussi risque (du fait des tensions que les tentatives

d'accaparement peuvent générer) pour le pays. D'ores et déjà, les exploitations minières d'ilménite (QMM) et de nickel-cobalt (Sherrit) ont entraîné un afflux très important d'investissements étrangers depuis 2007 (DG Trésor, 2011). La montée en puissance de l'extraction de la bauxite (Rio Tinto-Alcan) et, à plus long terme (et de façon moins certaine), l'exploitation pétrolière à Bemolanga (Total) pourrait encore accroître dans l'avenir l'importance de ces rentes minérales. De ce point de vue, Madagascar, jusqu'ici épargnée, pourrait pâtir des mêmes maux qui affectent les pays les plus richement dotés (syndrome hollandais et malédiction des ressources naturelles), notamment en Afrique sub-saharienne. Sur le même plan mais dans un autre registre, l'accaparement de terre à grande échelle constitue une menace réelle. Les besoins mondiaux croissants de terres agricoles par des acteurs institutionnels et des entreprises asiatiques (Chine, Corée du Sud, Japon) et/ou du Moyen-Orient (Emirats Arabes Unis, Arabie Saoudite) pourraient entraîner une pression sur la terre déstabilisatrice si d'aventure un gouvernement s'engageait, comme M. Ravalomamana avait semble-t-il tenté le faire en 2009, dans la vente ou cession de terre de grande superficie (le projet de location pour 99 ans à l'entreprise coréenne Daewoo d'un espace agricole grand comme le territoire de la Belgique) a été un facteur majeur de sa perte de légitimité.

La stabilité sociale de long terme de la société malgache repose sur une théologie politique faisant du recours à la violence un tabou et du respect des dirigeants et de l'ordre hiérarchique une donnée essentielle. Cette théologie politique tend cependant à s'affaiblir avec le temps. Le tabou de la violence a connu une certaine inflexion avec la crise de 2009 qui fut accompagnée de phénomènes nouveaux de violence interpersonnelle, de pillages et de remise en question des hiérarchies sociales (Vivier, 2010 ; Galibert, 2009). Depuis cette dernière crise, le pays a connu un accroissement sensible de la violence sociale, dans les zones urbaines, où l'insécurité atteint des niveaux alarmants pour le pays et dans les zones rurales du Sud où le phénomène des *dabalo*²⁶ tend à prendre une ampleur sans précédent²⁷ (Razafindrakoto *et alii*, 2013). A cette augmentation de la violence de droit commun vient s'ajouter le risque de dérèglement pathogène de la violence d'Etat. Historiquement cantonnée à l'arrière-plan et plutôt légaliste, l'armée montre des signes de délitements inquiétants comme en témoigne les tentatives de mutineries, certes de basse intensité mais en croissance notable.

La combinaison de l'apparition de rentes de premier plan liées aux ressources naturelles et la multiplication des organisations violentes formelles ou informelles incontrôlées sont susceptibles de faire basculer Madagascar dans un cycle infernal de déliquescence institutionnelle, de régression économique et d'appauvrissement des populations. Un tel scénario se déroulerait sur fond d'émergence d'élites prédatrices et de conflits ouverts et récurrents, caractéristiques de nombre d'Etats faillis du continent. Paradoxalement, il aurait pour conséquence de faire entrer Madagascar dans le rang de la typologie des ordres sociaux de NWW, à laquelle elle échappe encore largement. Ce scénario catastrophe pourrait être alimenté par les évolutions écologiques à venir, constituant un dernier facteur de déstabilisation. Ainsi, les dérèglements climatiques tendent à peser de façon significative sur le pays, alors que Madagascar est déjà un des pays d'Afrique les plus exposés aux chocs naturels (notamment les cyclones), un quart de la population (soit environ 5 millions d'individus) vivant dans des régions à risques (GAR, 2009).

Si les menaces évoquées ci-dessus sont bien réelles, elles ne nous semblent cependant pas dessiner la trajectoire la plus probable, compte de la formidable résilience de la société malgache. Plus globalement, suivant la terminologie du cadre proposé par NWW, Madagascar se classe plutôt parmi les "Etats naturels fragiles". Mais elle présente également certaines caractéristiques des "OAL matures", voire des OAO. Deux voies sont alors possibles. La première suit le schéma des transformations des sociétés mises en avant implicitement dans le cadre de NWW (2012)

²⁶ Les *dabalo* sont des bandes organisées dans le vol de zébu en milieu rural.

²⁷ Les affrontements entre les *dabalo* et les villageois et/ou la police auraient déjà fait plusieurs centaines de morts

avec le passage de Madagascar à un OAL basique pour la restauration de la stabilité. Les élites s'organiseraient alors en factions pour asseoir leur pouvoir avec des formes d'ancrage au sein de la population, à travers notamment un système de clientélisme plus organisé, du sommet à la base. La menace de l'usage de la violence par les factions d'élites assurerait la stabilité de leur pouvoir. Un tel schéma permettrait l'instauration progressive d'un ordre social stable, mais signifierait un abandon du processus démocratique. La deuxième voie consiste en revanche à consolider les institutions et stimuler la formation de corps intermédiaires pour (r)établir le chaînon manquant entre le sommet de l'Etat et la base. Cette dynamique permettrait de donner plus de voix à la population, en mettant à profit l'absence d'organisations solides du côté des élites susceptibles de verrouiller l'accès au pouvoir économique et politique. La consolidation de la démocratie passerait par une dynamique sociale, politique et économique inclusive. Une telle perspective viserait à faire passer directement Madagascar de son statut d'Etat naturel fragile à celui de "mature" voire d'OAo permettant à l'ensemble des acteurs de la société de participer et jouer pleinement son rôle dans le processus de développement. Cette seconde voie est selon nous possible, évidemment plus désirable, mais aussi plus difficile à emprunter et surtout nécessite du temps. Elle exige l'instauration d'un nouveau contrat social entre les acteurs en présence sur la scène malgache.

IV. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Acemoglu D., Johnson S., Robinson J.A. (2001), « The Colonial Origin of Comparative Development: An Empirical Investigation », *American Economic Review*, 91, pp.1369-1401.
- AFROBAROMETRE (2008), 2008 Round 4 Afrobarometer Survey in Madagascar : Summary of results. [accessible sur <http://www.afrobarometer.org/files/documents>]
- Althabe G. (1978), « Strikes, Urban Mass Action and Political Change: Tananarive 1972 », in P.C.W. Gutkind, R. Cohen and J. Copans (ed.), *African Labor History*, Sage Publications, Londres, pp.205-243.
- Andriamihaja N.A., Cinyabuguma M, Devarajan S. (2011), « Avoiding the Fragility Trap in Africa », *Policy Research Working Paper* 5488, The World Bank.
- Andrianjafy-Andriamanindrisoa E. (2004), *Economie populaire, territoires et développement à Madagascar*, thèse pour l'obtention du doctorat de sciences sociales, Université catholique de Louvain, Louvain.
- Arndt C., Oman C. (2006), *Uses and Abuses of Governance Indicators*, OECD Development Centre, Paris.
- Banque mondiale (2010a), *Pour que la terre tourne...aussi à Madagascar : Vers un agenda de relance économique*, [http://blogs.worldbank.org/files/african/Madagascar_Update_in_French.pdf]
- Banque mondiale (2010b), *Madagascar governance and development effectiveness review. A political economy analysis of governance in Madagascar*, rapport n° 54277-MG, Washington DC.
- Beaujard Ph. (1991), *Mythe et société à Madagascar*, L'Harmattan, Paris.
- Bloch M. (1983), « La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royautes dans le centre de Madagascar » in Raison-Jourde (dir.) (1983), pp.265-298.
- Boetsch G., Savarese E. (2000), « Photographies anthropologiques et politique des races », *Journal des anthropologues*, n°80-81, pp.247-258.
- Cadoux C. (1993), « La constitution de la troisième république malgache », in *Politique africaine*, n° 52, pp.58-66.
- Chabal, P., Daloz, J.-P. (1999), *Africa Works! Disorder as Political Instrument*, J. Currey, Oxford.

- Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005), « Export processing zones in Madagascar: a success story under threat? », *World Development*, 33(5), p. 785-803.
- Condominas G. (1961), *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, Editions Orstom, Paris.
- D'Ersu L. (2009), « Changement d'homme providentiel à Madagascar », *Études*, n°4115.
- Devarajan S. (2013), « The Africa's statistical tragedy », *Review of Income and Wealth*, 59, [DOI: 10.1111/roiw.12013]
- DG Trésor (2011), « Les investissements directs étrangers à Madagascar en 2010 », *Publications des services économiques*, Ambassade de France à Madagascar.
- Easterly W., Levine R. (1997), « Africa's Growth Tragedy: Policies, and Ethnic Divisions », *Quarterly Journal of Economics* 111(4), pp.1203-1250.
- Fauroux E. (1999), « Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache », *Autrepart*, n°10, pp.41-57.
- Galibert D. (2004), « Etat et citoyenneté à Madagascar depuis l'indépendance », *Conférence du 17 février 2004 au centre culturel Alpha à Saint-Pierre de La Réunion*.
- Galibert D. (2009), « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, n°113, pp. 139-151.
- Galibert D. (2011), *Les gens de pouvoir à Madagascar*, Karthala, Paris.
- Galy M. (2009), « Lova, héritage ambigu. Généalogie de la violence politique à Madagascar », *madamag.com*
- GAR, Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction (2009), *Risk and Poverty in a Changing Climate*, United Nations, New-York.
- Gingembre M. (2011), « Match religieux en terrain politique. Compétition entre églises chrétiennes et chute du régime Ravalomanana à Madagascar », *Politique africaine*, n°123, pp.51-72
- Goguel A.-M. (2006), *Aux origines du mai malgache. Désir d'école et compétition sociale (1951-1972)*, Karthala et AUF, Paris.
- Gollwitzer, Franke S., Quintyn M. (2012), « Institutional Transformations, Polity and Economic Outcomes: Testing the North-Wallis-Weingast Doorsteps Framework », *IMF Working Paper 87/12*, Washington D.C., March.
- Hugon P. (1989), « Incidences sociales des politiques d'ajustement », *Tiers-Monde*, tome 30, n°117, pp. 59-84
- Hyden G. (1980), *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Heinemann, Londres.
- ISS (2012), *The Indices of Social Development (ISD), 2010*, International Institute of Social Studies, Erasmus University Rotterdam, The Hague. [<http://www.indsocdev.org/>]
- Jacob G., Koerner F. (1972) « Economie de traite et bluff colonial : la Compagnie occidentale de Madagascar (1895-1934) », *revue historique*, n°248, fasc. 2, pp.333-366.
- Jerven M. (2010), « The relativity of poverty and income: how reliable are African economic statistics », *African Affairs*, 109(434), pp.77-96.
- Jütersonke O., Kartas M. (2010), *Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA), Madagascar*, Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement, Genève.
- Kantorowicz E. (1989), *Les deux corps du Roi (1957)*, Gallimard, Paris.
- Kaufmann D., Kraay A. (2008), « Governance indicators: Where are we, where should we be going? », *The World Bank Research Observer*, 23(Spring), pp.1-30.
- Khan M. (2010), « *Political Settlements and the Governance of Growth-Enhancing Institutions* », *SOAS Working Paper*.
- Koerner F. (1994), *Madagascar, colonisation française et nationalisme malgache*, XXème siècle, l'Harmattan, Paris.

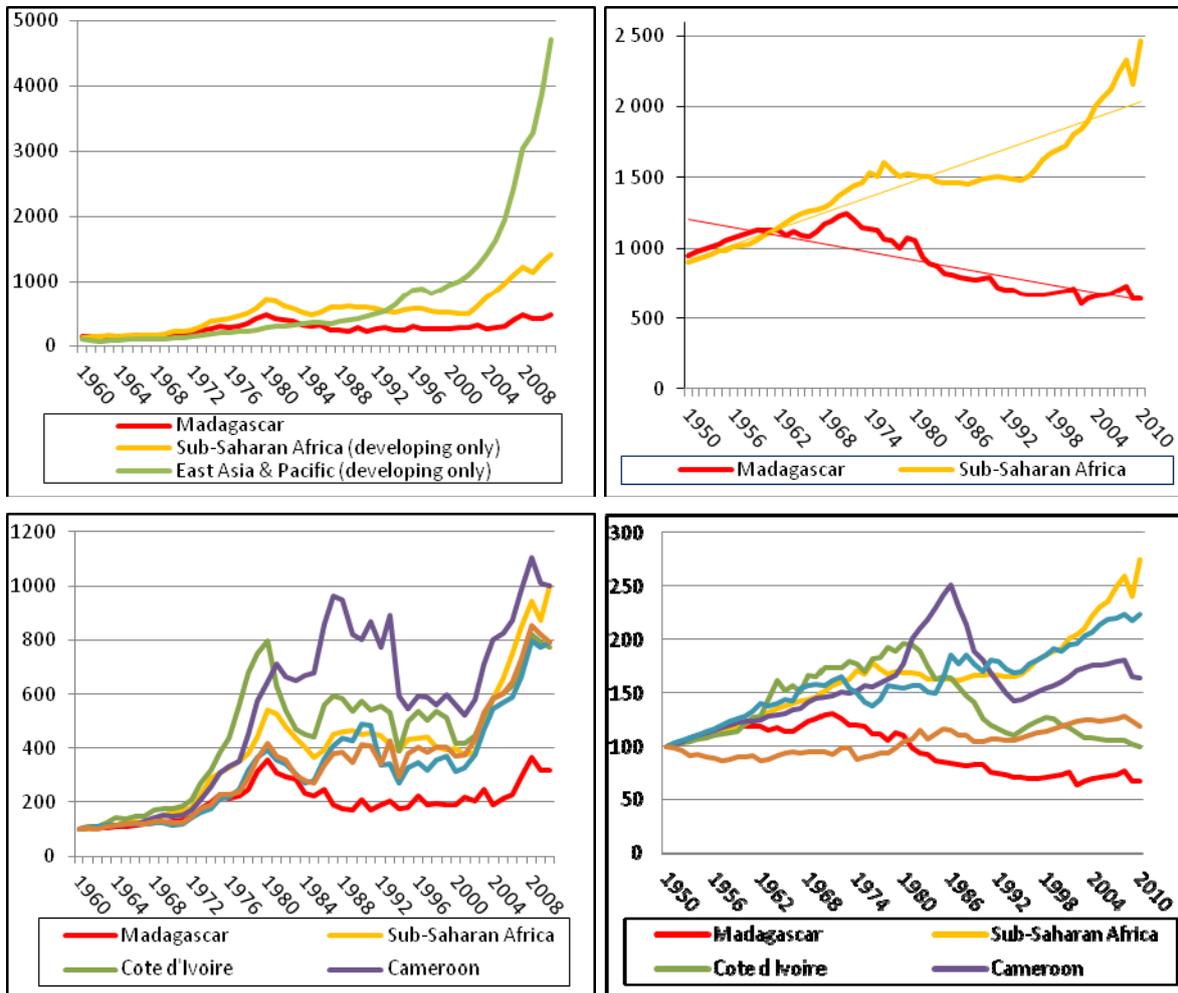
- Maddison (2011), *Historical Statistics of the World Economy: 1-2008 AD*, University of Groningen, Groningen.
- Morisset J. (2010), « Au cœur des ténèbres : le renouveau des institutions et de la gouvernance », in Banque mondiale, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, 2010, pp.23-40, Antananarivo.
- North D, Wallis J., Webb S., Weingast B. (eds) (2012), *In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development*, Cambridge University Press, Cambridge et New York.
- North D, Wallis J., Weingast B. (2009), *Violence and Social Order*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1999), « A Moral Economy of Corruption in Africa? », *The Journal of Modern African Studies*, 37(1), pp.25-52.
- Ottino P. (1998), *Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine*, Orstom/Karthala, Paris.
- Pellerin M. (2009), « Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ? Figures de la réussite économique et compétitions politiques », *Politique Africaine*, n°113, pp.12-165
- Pelon R. (2010) « A la recherche des trésors de la Grande-Île : les ressources minérales », in Banque mondiale, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, 2010, pp.139-147.
- Pierre Bernard A., Ramarosaona F., Razafindrakoto M., Roubaud F. (1998), « Partis et classes politiques : les intermédiaires démocratiques jouent-ils leur rôle ? », *document de travail* Madio, n°9736/E.
- Raison J.-P. (1991), « Dynamismes ruraux et contrastes fonciers dans Madagascar en crise », *Tiers-Monde*, tome 32 n°128. pp.901-915.
- Raison-Jourde F., Randrianja S. (dir.) (2002), *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Karthala, Paris.
- Raison-Jourde F., Roy G. (2010), *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975*, Karthala, Paris.
- Rajoanah F. (1996), *Elites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XXème siècle*, thèse d'Etat. Université Lyon II, 4 tomes, Lyon.
- Rakotoarisoa J.-E. (2002), « 1991-2002 : le difficile apprentissage de la démocratie », *Afrique contemporaine*, n°202-203, pp.15-25.
- Ramamonjisoa J. (1984), « Blancs et Noirs : les dimensions de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques », *Cahiers des Sciences Sociales*, filière sociologie, Université de Madagascar, n°1, pp.39-45
- Ramasy J.-F. (2012), « Militaires et système politique », in Randrianja S. (dir.), *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*, Karthala, Paris, pp.67-96.
- Randriamalala, H. et Liu, Z. (2010). « Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature », *Madagascar Conservation & Development* 5, 1: 11-22.
- Randrianja S. (2005), « Ravalomanana, 2002-2005. Des produits laitiers aux affaires nationales », *Working Paper Swisspeace*, Bern, mars.
- Randrianja S. (dir.), (2012), *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*, Karthala, Paris.
- Randrianja S., Ellis S. (2009), *Madagascar. A short History*, University of Chicago Press, Chicago.
- Ratrimoarivony-Rakotoanosy M. (1986), *Historique et nature de l'enseignement à Madagascar de 1896 à 1960*, thèse de 3e cycle, centre international d'études francophones, Université de Paris 4.
- Ravelosoa R., Roubaud F. (1998), « Dynamique de la consommation des ménages de l'agglomération d'Antananarivo sur longue période : 1960-1995 », *Autrepart*, n°7, pp.63-87.
- Razafimbelo C. (1997), « Histoire de Madagascar: L'indépendance », *Didaktika* [http://madarevues.recherches.gov.mg/revues/pdfxfiles/Didaktika2_007.pdf]
- Razafindrakoto M., Razafindrakoto D., Wachsberger J.M. (2009), « Les Malgaches et la démocratie : principes, fonctionnement, participation », *Afrobarometer Briefing Paper*, n°64.

- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2001), « Vingt ans de réforme de la fonction publique à Madagascar », in Raffinot M., Roubaud F. (eds.), *Les fonctionnaires du Sud : sacrifiés ou protégés ?*, Autrepart, n°20, pp.43-60.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2002a), « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 : les enjeux d'une élection contestée », in Madagascar, les urnes et la rue, *Politique africaine*, n°86, pp. 18-45.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2002b), « Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? », *Afrique Contemporaine*, n°202/203, avril-septembre, pp.75-92.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2003), « Pensent-ils différemment ? La voix des pauvres à travers les enquêtes statistiques », in Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (eds), *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, 2^{ème} édition, Economica/IRD, Paris, pp.141-165.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2010a), « Are international databases on corruption reliable? A comparison of expert opinions surveys and household surveys in sub-saharan Africa », *World development*, 38(8), pp.1057-1069.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2010b), « La pauvreté urbaine à Madagascar: dynamique, déterminants et politiques », in Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S., Roubaud F. (éds.), *Madagascar sur le chemin des OMD*, IRD Editions, Marseille, pp.87-118.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2013), « Gouvernance, Institutions et Croissance de Long terme : le mystère malgache", Rapport d'étude AFD, (avec la participation de C. Chadeaux, D.A. Lahiniriko, L. Razafimamonjy, D. Razafindrazaka), Paris.
- Razafindralambo L.N. (2005a), « Construction d'identité et relations de dépendance : descendants d'anciens maîtres et descendants d'anciens « esclaves » en Imerina », *Taloha*, n°14-15.
- Razafindralambo L.N. (2005b), « Inégalité, exclusion, représentations sur les Hautes Terres centrales de Madagascar », *Cahiers d'Etudes africaines*, XLV (3-4), pp.879-903
- Roubaud F. (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, l'Harmattan/Tsipika, Paris.
- Roubaud F. (2001), « Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar », in Quantin P., Toulabor C. (eds), *L'Afrique Politique 2001 : réformes des Etats africains*, Karthala, Paris, pp.85-98.
- Tronchon J. (1974), *L'insurrection malgache de 1947 : essai d'interprétation historique*, Maspero, Paris.
- Urfer S. (2012a), *Madagascar, une culture en péril?* Tananarive: No comment éditions, Antananarivo.
- Urfer S. (2012b), « Madagascar : une société en mutation, pour quel développement ?", *Nota Bene - The Malagasy Development Journal*, n°1, pp.21-26.
- Vivier J.-L. (2010), *Madagascar, une île à la dérive. Les années 2007-2010, de Ravalomanana à Rajoelina*, l'Harmattan, Paris.

ANNEXE

Figure A1.1 L'énigme malgache : un déclin économique inexorable

PIB par tête 1960-2010 (US\$ courant) PIB par tête 1950-2010 (1990 intl. GK\$)

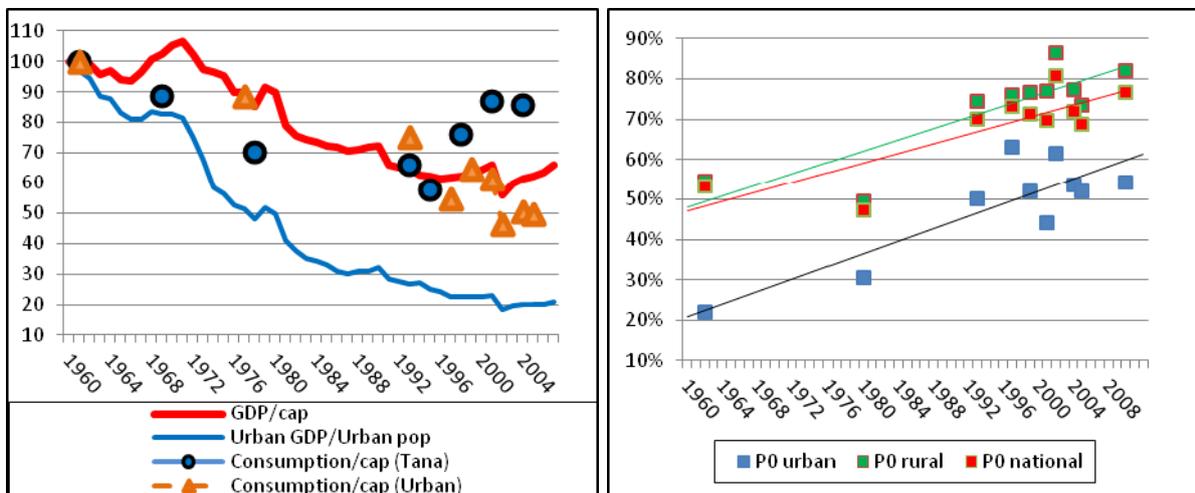


Source : Maddison (2011), WDI (2012) ; calculs des auteurs.

Figure A1.2 Le paradoxe confirmé

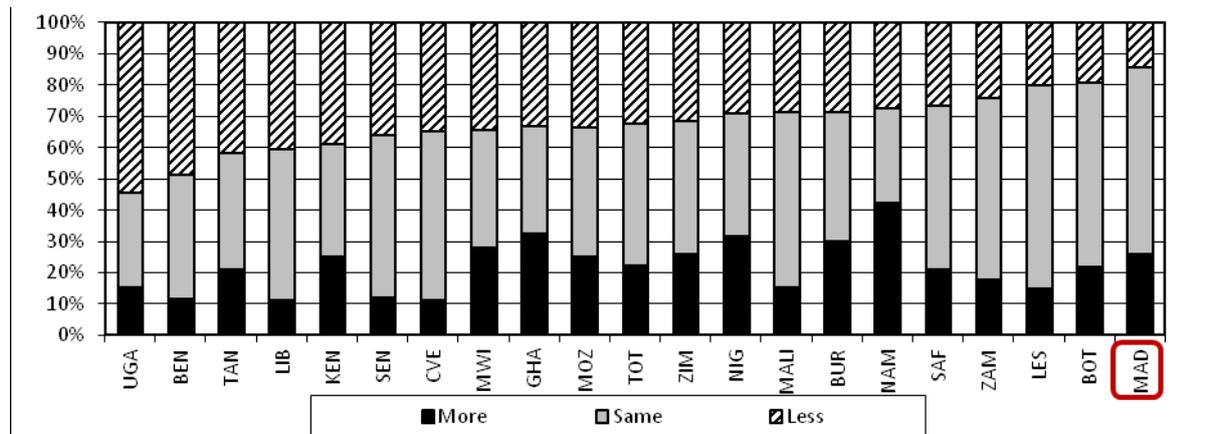
PIB et consommation par tête 1960-2010

Taux de pauvreté 1960-2010



Source : INSTAT, MADIO, DIAL, comptes nationaux et différentes enquêtes auprès des ménages ; calculs des auteurs.

Figure A1.3 Influence politique comparée des différents groupes ethniques



Source : Enquête *Afrobaromètre*, 2008, Coef-Ressources et Dial (pour Madagascar) ; calculs des auteurs.

Tableau A2.1 : Jugement des élites sur les différentes périodes de l'histoire malgache

Jugement très ou plutôt positif (en %)	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total
Royautés (avant colonisation)	72,0	81,7	90,6	80,0	78,9
<i>très positif</i>	11,9	13,5	9,4	8,0	11,8
Période colonisation	47,1	58,8	50,8	46,2	51,5
<i>très positif</i>	7,7	4,6	4,8	3,9	5,9
Période sous P. Tsiranana	83,1	86,8	87,5	73,1	84,4
<i>très positif</i>	20,4	17,1	18,8	23,1	19,2
Période sous G. Ramanantsoa	50,0	48,8	60,3	61,5	52,1
<i>très positif</i>	6,0	5,7	6,4	7,7	6,1
Période sous D. Ratsiraka 1 (1975-1991)	34,1	22,9	29,7	29,6	29,3
<i>très positif</i>	2,9	2,3	6,3	3,7	3,3
Période sous A. Zafy	32,1	19,4	25,4	18,5	25,8
<i>très positif</i>	3,6	1,6	1,6	0,0	2,3
Période sous D. Ratsiraka 2 (1997-2001)	45,3	41,9	39,7	37,0	42,7
<i>très positif</i>	7,1	2,3	1,6	3,7	4,4
Période sous M. Ravalomanana 1 (2001-2005)	75,7	88,5	85,9	81,5	82,1
<i>très positif</i>	20,1	20,8	26,6	22,2	21,5
Période sous M. Ravalomanana 2 (2006-2008)	39,8	40,5	50,0	59,3	43,5
<i>très positif</i>	5,7	3,8	15,6	14,8	7,5
Période sous A. Rajoelina	27,1	19,1	18,8	14,8	22,2
<i>très positif</i>	2,4	0,8	3,1	0,0	1,8

Source : Enquête *ELIMAD*, 2012, Coef-Ressources et Dial ; nos propres calculs. (Échantillon 400)

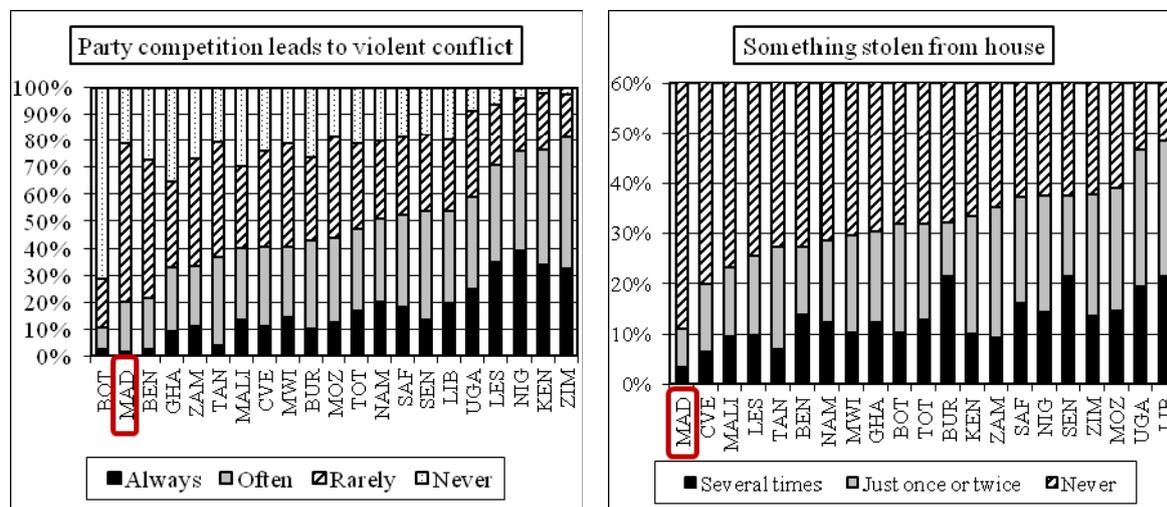
Notes : L'échantillon de cette enquête a été élargi. De même, les mêmes questions ont été posées dans des enquêtes sur un échantillon représentatif de l'ensemble de la population. Les analyses sont en cours.

Pour la définition des élites et leur classification dans les différentes sphères de pouvoir, voir le document de travail (Razafindrakoto *et alii*, 2013).

Figure A3.1 : Conflits et violence

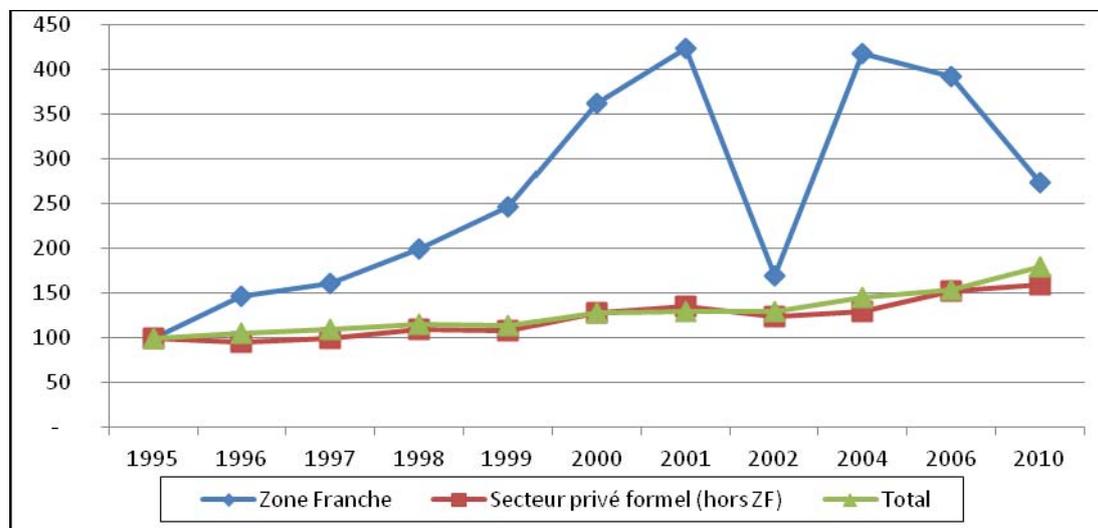
Conflits violents dus à la concurrence entre les partis

Victime de vol à domicile



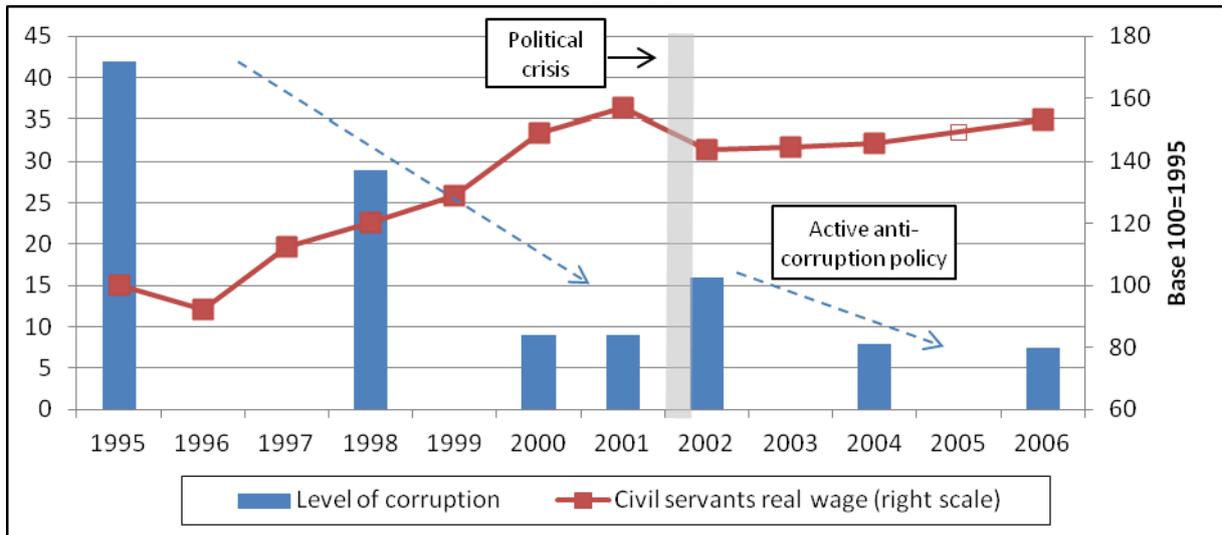
Source : Enquête Afrobaromètre, 2008, Coef-Ressources et Dial (pour Madagascar) ; calculs des auteurs.

Figure A3.2 : Dynamique de l'emploi formel en et hors zone franche : 1995-2010



Sources : Enquêtes 1-2-3, 1995-2010, MADIO, DIAL/INSTAT, nos propres calculs.

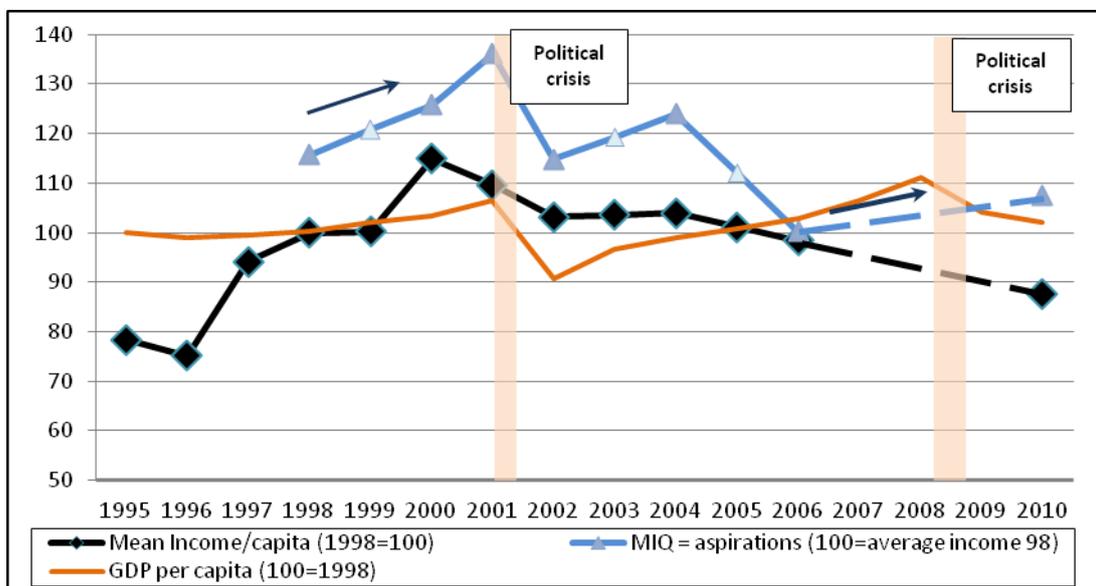
Figure A3.3 : Salaire des fonctionnaires, crise et incidence de la corruption à Madagascar 1995-2006



Sources : Razafindrakoto et Roubaud (2003) et *Enquêtes 1-2-3*, 1995-2004, MADIO, DIAL/INSTAT, nos propres calculs.

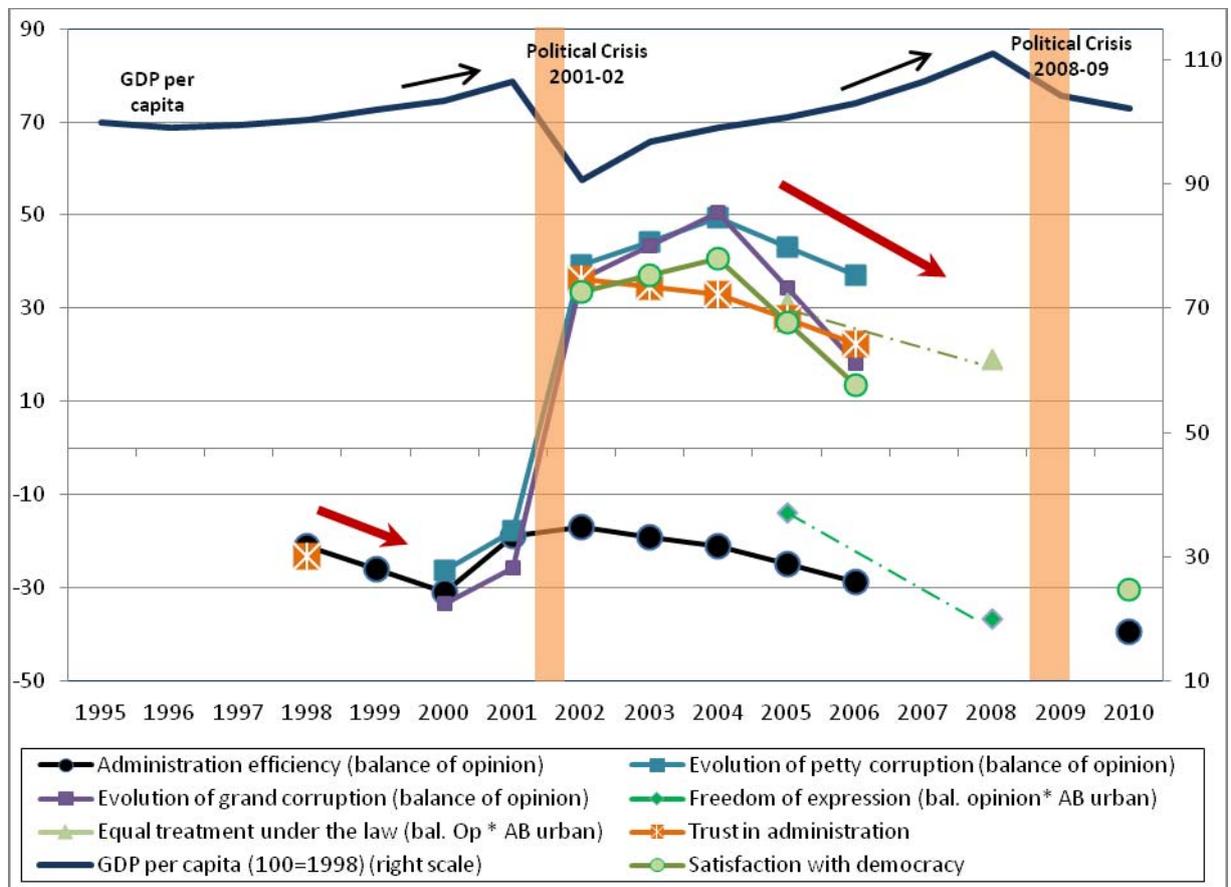
Note : le “module” corruption n’a pas été inclus dans l’enquête en 1996, 1997 et 1999. Pour la corruption, il s’agit d’un indicateur objectif (% de la population touché par la corruption bureaucratique au cours de l’année).

Figure A3.4 Evolution du PIB, du revenu des ménages et des aspirations



Sources : *Enquêtes 1-2-3*, 1995 à 2010, Projet Madio, INSTAT et DIAL, nos propres calculs.

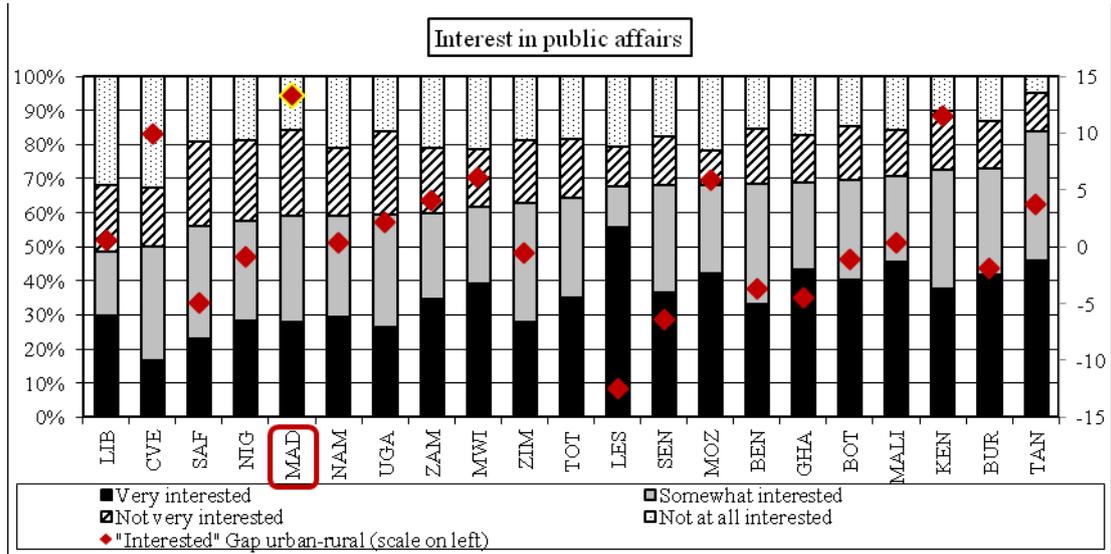
Figure A3.5 : Evolution du PIB et de quelques indicateurs de gouvernance



Sources : Enquêtes 1-2-3, 1995 à 2010, Antananarivo, Projet Madio, INSTAT et DIAL ; Enquêtes *Afrobaromètre* (AB), 2005 et 2008, nos propres calculs.

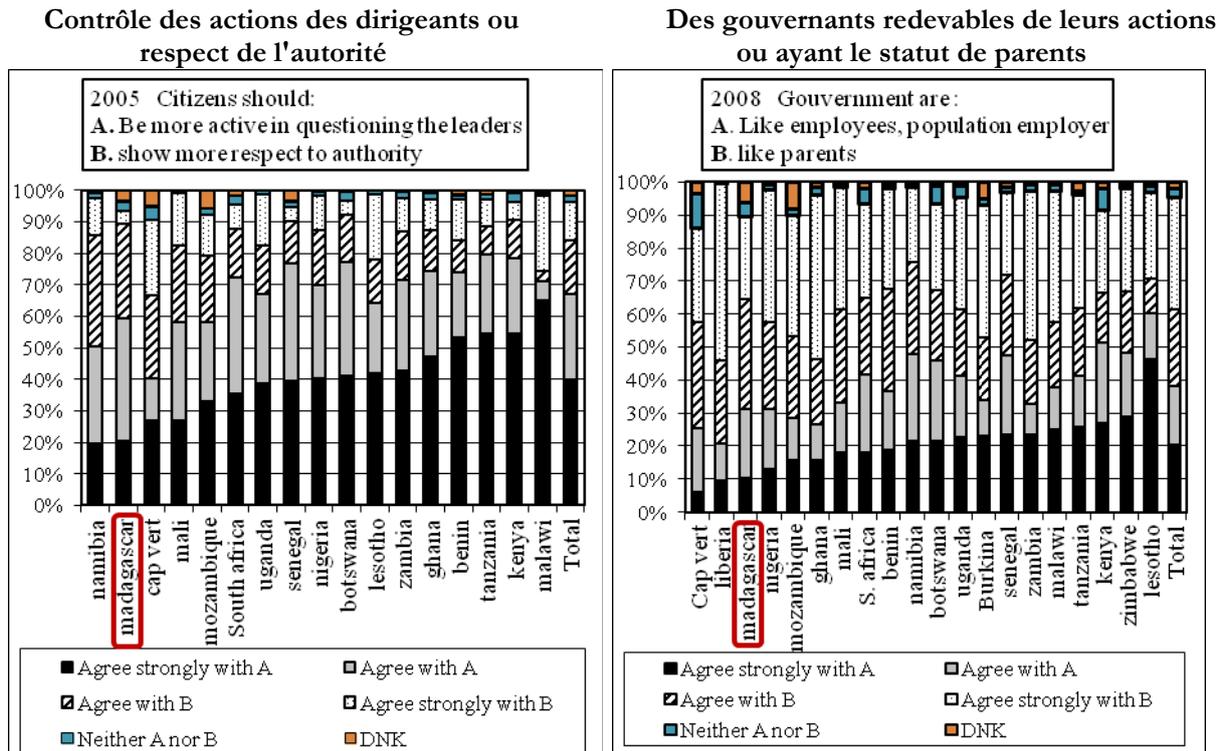
Note : Les courbes AB portent sur la population urbaine)

Figure A3.6 : Ecart concernant l'intérêt pour les affaires publiques entre milieu urbain et rural



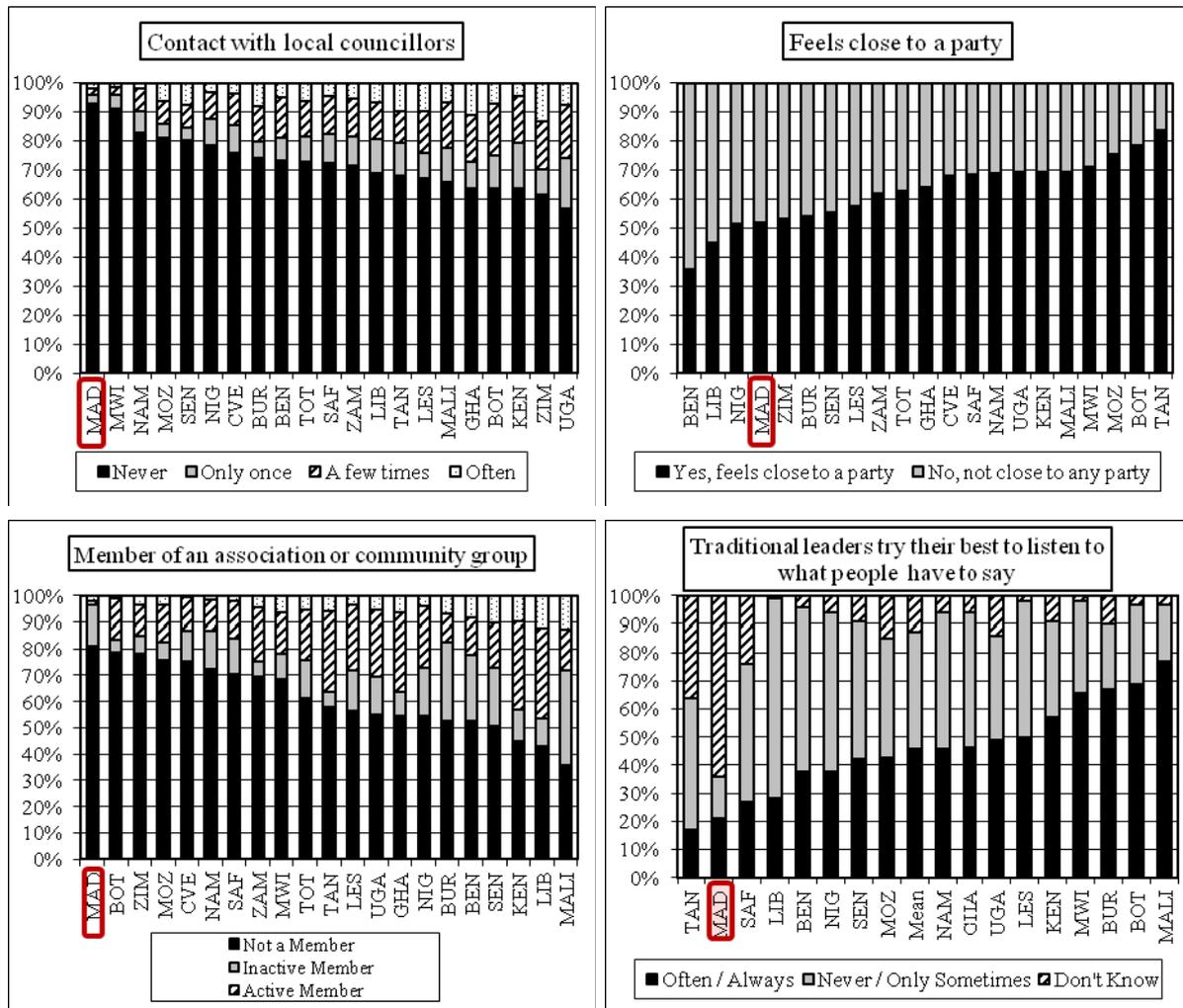
Sources : Enquête *Afrobaromètre*, Coef-Ressources et Dial (pour Madagascar), 2008 ; calculs des auteurs.

Figure A3.7 : Respect de l'autorité et statut de *raiamandreny* des gouvernants



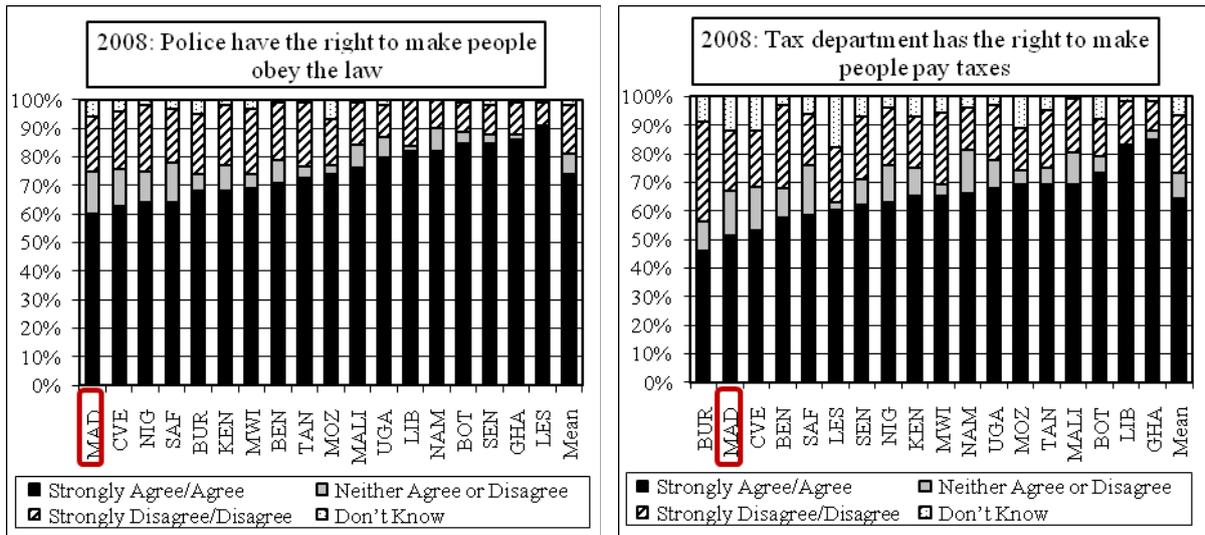
Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, 2005 et 2008, Coef-Ressources/Dial (pour Madagascar) ; calculs des auteurs.

Figure A3.8 : Absence ou faiblesse des corps intermédiaires formels et informels



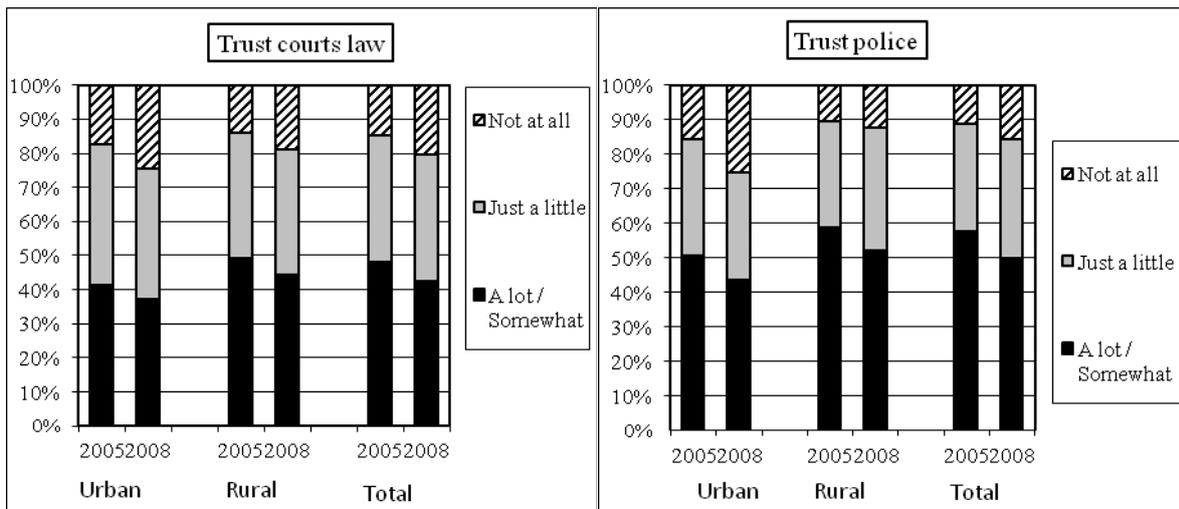
Sources : Enquête *Afrobaromètre*, 2008, Coef-Ressources/Dial (pour Madagascar) ; calculs des auteurs.

Figure A3.9 : Légimité des institutions (police, administrations fiscales)



Sources : Enquête *Afrobaromètre*, 2008, Coef-Ressources/Dial (pour Madagascar) ; calculs des auteurs.

Figure A3.10 : Une baisse de la confiance à l'égard des institutions



Sources : Enquête *Afrobaromètre*, 2005 et 2008, Madagascar, Coef-Ressources et Dial ; calculs des auteurs.